

enoromi

azine



10

MANAGEMENT

**JOANNICK
NGOMO OBIANG**

ONDSC, un an déjà!

+

ENQUÊTE

*La situation du système
bancaire du Gabon pré-
covid19 : Mi-figue mi-raisin.*

DOSSIER

*Le bois dans tous ses états :
Des PME aux industries, des
réalités différentes.*



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



TRANS | MED

AMBULANCES & URGENCES

Votre santé à domicile

La qualité des soins
dans le confort
DE CHEZ SOI

24h/7j

 **011 734 060 / 077 701 272 / 060 108 844**



ACTIVITÉS

- Visites médicales à domicile
- Consultations à domicile
- Soins infirmiers à domicile
- Hospitalisations à domicile
- Ambulances
- Véhicule Sanitaire Léger
- Evenementiel

- Médecine générale
- Anesthésie - réanimation
- Pédiatrie
- ORL
- Cardiologie
- Pneumologie
- Neurologie
- Traumatologie

SPECIALITÉS



Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy Megnie [@Think different](#)

Photographies

François Zima

Régie publicitaire

Prestige Com Premium

Téléphone : +241 77 75 65 65

Équipe de rédaction

Christian Boua

Griffin Ondo

Tsira

AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Le Méridien Ré-Ndama

Complexe Life by Mayena

Spa Yacine

La Maison de Lulu

Restaurant L'Exoty's

Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Jean Paul Augé Ollomo

Raïssa-Laure Medza

Stevie Mounombou

Damien Le Grant

Freddy Blaise

Mikel Doussengui

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



L'ORGANISATION DU BACCALAURÉAT POUR CRÉDIBILISER LE SYSTÈME ÉDUCATIF ?

Les traditionnelles épreuves du baccalauréat ont été maintenues pour les élèves en classe de terminale au Gabon. À quelques exceptions près, les apprenants sont tenus de composer dans l'ensemble des disciplines entrant dans la valorisation de ce diplôme aussi bien dans l'enseignement général que professionnel et technique.

Lorsque dans quelques années on interrogera les changements dus à la Covid-19, le seul maintien de l'organisation du baccalauréat, examen sanctionnant la fin des études secondaires au Gabon, sera cité comme rescapé. En effet, le vendredi 10 juillet 2020, le ministre de l'Éducation nationale, Pr Patrick Mouguiama Daouda, livrait à l'opinion nationale la formule retenue pour la clôture de l'année scolaire 2019-2020, qui privilégiait la reprise des activités scolaires pour les seuls élèves des classes de terminale.

Une décision qui certes reconforte les élèves des classes terminales qui laissaient déjà entrevoir une inquiétude quant à la validation de l'année. Le choix du ministère de l'Éducation nationale vise à répondre à une situation exceptionnelle : la fermeture des établissements scolaires et le confinement total requis pour ralentir la propagation d'un virus planétaire. Ce sont donc près de 30.000 élèves qui sont convoqués à la session 2020 du baccalauréat.

L'idée saluée au départ par les principaux syndicats des enseignants trouve

désormais de la résistance. Pour la Confédération syndicale du secteur éducation et le Syndicat de l'éducation nationale, l'organisation du baccalauréat, au-delà de la crise sanitaire, revêt un « caractère discriminatoire » du fait de l'exclusion du nouveau calendrier des examens du CEPE, BEPC, CAP, BPI, etc. Le maintien du baccalauréat n'aurait pour seul alibi que de légitimer l'année scolaire. Or, il y a également le piège du maquillage des insuffisances du système éducatif.

Pour les parents d'élèves, la décision du Pr Patrick Mouguiama Daouda d'organiser cet examen national, qui commande l'ossature de l'enseignement secondaire au Gabon, était nécessaire malgré le contexte. Néanmoins, il se pose une inquiétude sur l'éventualité d'une situation qui pourrait demeurer après la pandémie. D'autant plus que « l'exception a souvent tendance à devenir la règle » comme l'affirment certains leaders syndicaux. Le Baccalauréat ne doit en aucun cas se résumer à l'arbre qui cache la forêt.

Aussi, la situation particulière de 2020, en mettant en évidence les insuffisances du système, impose de véritables changements au ministère de l'Éducation nationale afin d'offrir aux jeunes gabonais une éducation de qualité. Au regard de la fonction sociale de l'éducation et des besoins du pays, les techniques de saupoudrage ne peuvent garantir l'objectif d'un « Gabon émergent ».



Séif Mostley,
Rédacteur en chef

Sommaire



ACTUALITÉS

06 Baisse de production pétrolière : *Le Gabon tient finalement ses engagements vis-à-vis de l'Opep.*

07 Nouveau gouvernement : *La relance de l'économie en ligne de mire.*

08 TRANSMED :
La médecine au plus près des populations.

A LA UNE

10 Joannick NGOMO OBIANG
Au cœur du développement du sport et de la culture au Gabon.

ENTREPRENEURIAT

16 Eurudice NDONG
Une carrière d'agripreneure au détri- ment du droit fiscal.

DOSSIER

18 Le bois dans tous ses états
Des PME aux industries, des réalités différentes.

TRIBUNE

24 Romuald NDONG ASSOUMOU
Gabon : 60 ans d'une interminable marche vers le développement.

10

A la Une.

Joannick NGOMO OBIANG

Au cœur du développement du sport et de la culture au Gabon

Treize mois après sa nomination à la tête de l'Office national de développement du sport et de la culture (ONDSC), Joannick Ngomo Obiang fait avec nous, dans cet entretien, le tour d'horizon de la situation actuelle de l'administration dont il a la charge. Sans tabous, il évoque les chantiers en cours et sa collaboration avec ses ministères de tutelle ainsi que sa relation avec les différentes fédérations sportives et culturelles du pays. Le directeur général de l'ONDSC aborde en outre la situation vécue depuis plusieurs mois par les anciens agents du Fonds national de développement du sport (FNDS), de l'Agence nationale de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives et culturelles (ANAGEISC) et ceux de la Commission nationale d'organisation et de gestion des événements et manifestations à caractère national et international (CNOGEMCNI), liquidés par décision du Conseil des ministres.



18

Dossier.

LE BOIS DANS TOUS SES ÉTATS

Des PME aux industries, des réalités différentes.

ENQUÊTE

26 Le système bancaire gabonais pré-covid : *Une situation en demi-teinte.*

MAIS ENCORE...

30 Olivier ONA
L'homme digital aux multiples casquettes.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Comment bien profiter de ses vacances à la maison ?

SPORT

34 Associations et syndicats
Quel impact sur la carrière et le quotidien des professionnels gabonais?

37 FA Cup
Pierre-Emerick AUBAMEYANG impérial avec les Gunners.

CULTURE

38 Vente et achat de la musique gabonaise en ligne,
Un phénomène qui monte.

DÉCOUVERTE

40 Food Plaza
Le concept « Food Court » débarque à l'aéroport de Libreville.

ZOOM SUR

42 Des portiques désinfectants made in Gabon
Par Stéphanie YOYO ILOKO.

INTERNATIONAL

44 Recherche scientifique contre la covid19
L'engagement de l'Afrique.

26

Enquête

LE SYSTÈME BANCAIRE gabonais pré-covid :
Une situation en demi-teinte.

Actualités



BAISSE DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE

Le Gabon tient finalement ses engagements vis-à-vis de l'Opep.



En avril dernier, sur la base d'un Accord, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'engageaient à réduire leur production. Membre de l'OPEP, le Gabon qui ne s'y était pas arrimé de prime abord s'est finalement résolu à baisser sa production pétrolière. À la mi-juillet, le pays a sommé les compagnies pétrolières en activité sur son territoire de réduire de 23% leur production journalière.

En avril 2020, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) entérinaient un accord jugé «historique» sur la réduction de 23%, de la production pétrolière. Pour ainsi dire, ledit accord à inscrire sur une durée de 24 mois avec des périodes de niveaux de réduction différenciés consacre «la reconstitution de l'alliance OPEP+ dont les deux principaux protagonistes, l'Arabie saoudite et la Russie s'étaient engagés dans une guerre des prix et d'augmentation de production visant à la conquête de parts de marché, suite à l'échec de la réunion OPEP+ du

6 mars dernier». L'accord est entré en vigueur au mois de mai, mais le Gabon, membre de l'OPEP et signataire dudit accord, n'a pas tout de suite respecté ses engagements.

Le pays qui devait produire 144.000 barils/jour en aurait plutôt produit 226.000. Épinglé et rappelé à l'ordre, il s'est finalement arrimé à ses engagements vis-à-vis de l'Organisation. Le 15 juillet, le ministre gabonais du Pétrole, du Gaz, des Hydrocarbures et des Mines réaffirmait à ses pairs de l'OPEP la volonté du Gabon de poursuivre ses efforts de réduction de la production journalière de pétrole et contribuer ainsi à la réévaluation des cours.

Si une réunion du Comité de suivi de l'Accord à laquelle prenait part, le 18 juin, Vincent de Paul Massassa révélait que le Gabon n'était pas le seul pays à avoir trahi l'Accord, le ministre gabonais signifiait un mois plus tard que la poursuite des efforts de réduction de la production pétrolière est un gage de bonnes perspectives pour le marché mondial de l'or noir, quoique, avait-il signifié, «il y ait des pays qui ne s'illustrent pas encore en bons élèves, mais ils ne sauraient tarder à s'aligner».

En clair, le Gabon qui dépend encore fortement des recettes pétrolières entend respecter l'Accord comme convenu. Dans un contexte fortement marqué par la pandémie du Covid-19 dont certains sites sont devenus des clusters, les entreprises pétrolières en activité dans le pays comptent bien maintenir leurs productions. ●

AIMK



NOUVEAU GOUVERNEMENT La relance de l'économie en ligne de mire.



En dépit des prévisions plutôt pessimistes des institutions bancaires internationales, l'heure est à la reprise des activités après que le nouveau coronavirus (Covid-19) a provoqué l'effondrement de l'activité économique mondiale. Une situation qui a contraint les États à prendre des mesures visant à relancer leur économie. Le Gabon n'est pas en reste, et la composition, le 17 juillet, d'un nouveau gouvernement auquel des missions précises ont été confiées explique cette ambition commune, de l'Europe à l'Afrique.

Lançant une nouvelle phase dans la riposte du Gabon contre le Covid-19, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a nommé, le 16 juillet 2020, Rose Christiane Ossouka Raponda au poste de Premier ministre. Ministre d'État à la Défense nationale dans le gouvernement précédent, elle remplace ainsi Julien Nkoghe Bekale qui ne correspondait plus aux enjeux du moment.

Première femme à occuper cette fonction depuis l'accession du Gabon à l'Indépendance, en 1960, le nouveau chef de gouverne-

ment gabonais a été choisi pour sa connaissance du secteur économique et financier qui en fait un atout primordial pour la mission qui lui a été confiée : la relance de l'économie nationale fortement impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19. Or, Rose Christiane Ossouka Raponda est reconnue comme une personnalité affable et jouissant d'une bonne connaissance de l'environnement sociopolitique et économique nationale. À côté de ses qualités de femme politique de terrain, son parcours administratif est tout aussi élogieux.

Diplômée de l'Institut de l'Économie et des Finances (IEF), elle a été directrice générale de l'Économie au début des années 2000 puis directrice adjointe de la Banque gabonaise de l'habitat (BGH). C'est en 2012 qu'elle fait sa première entrée au gouvernement en qualité de ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.

En 2014, elle est élue au poste de maire de Libreville, devenant ainsi la première femme à occuper cette fonction depuis 1956, année de l'érection de la capitale du Gabon en commune de plein exercice. En 2019, elle est de retour au gouvernement en qualité de ministre d'État, ministre de la Défense nationale. C'est donc une femme de qualité à travers laquelle le chef de l'État matérialise un peu plus sa politique de promotion de la femme gabonaise, dans le cadre de la Décennie de la femme décrétée pour la période allant de 2015 à 2025.

À 56 ans, Rose Christiane Ossouka Raponda et ses 32 ministres auront la charge de « relancer la machine économique un peu enrayée par la crise du Covid-19, mais également, continuer à réformer notre modèle économique en le rendant plus créateur de valeur ajoutée localement, plus créateur d'emplois, moins dépendant de l'extérieur » a informé Jessye Ella Ekogha, le porte-parole de la présidence de la République, lors de sa conférence de presse, le 20 juillet dernier.

« L'archi priorité, selon lui, c'est la relance économique qui permet le maintien et la création d'emplois et donne à l'État les moyens d'assurer ses missions de solidarité vis-à-vis de tous les Gabonais, en particulier ceux qui sont le plus en difficulté. »

Face à la crise de l'industrie pétrolière mondiale accentuée par la crise sanitaire, ce nouveau gouvernement aura fort à faire. D'autant plus que le gouvernement précédent a été contraint en juin de réviser la Loi des finances initiale avec pour effet une loi des finances rectificative ayant enregistré une baisse budgétaire de près de 597,3 milliards de FCFA des recettes budgétaires. Aussi, les attentes sociales multiformes ne laisseront-elles aucun répit à Rose Christiane Ossouka Raponda et à son équipe.

La barre des 100 premiers jours devra permettre de concrétiser les grandes priorités du moment en rapport à la lutte contre le chômage, le soutien aux entreprises, l'assistance aux personnes vulnérables... La relance de l'économie doit être une réalité mesurable. Il ne reste plus qu'à croire que le Premier ministre saura convaincre par l'action à l'opposé des discours servis antérieurement par son prédécesseur. ●

Actualités



TRANSMED La médecine au plus près des populations.



Transmed a officiellement lancé ses activités, le 20 juillet 2020 à Libreville. Couvrant pour l'instant les communes de Libreville, Owendo et Akanda, cette entreprise gabonaise offre la possibilité de recevoir des soins à domicile avec une offre variée comme la visite médicale, la consultation, les soins infirmiers ou l'hospitalisation.

Nouveau venu dans le domaine de la santé, Transmed entend se démarquer de ses devanciers. Cette jeune entreprise gabonaise ayant officiellement lancé ses activités le 20 juillet 2020 nourrit l'ambition d'amener les soins à vous, quel que soit l'endroit où vous vous trouvez, à Libreville, Owendo ou à Akanda. En effet, Transmed assure une permanence de soins 24H/24 et 7J/7 à travers principalement la visite médicale, la consultation, les soins infirmiers, l'hospitalisation et l'ambulance et véhicule sanitaire léger (VSL).

« Transmed, c'est la possibilité aujourd'hui de recevoir des soins à domicile. Plus besoin d'aller chercher et prendre sa voiture pour se rendre dans une structure de santé. Avec Transmed, vous avez la possibilité de composer un numéro et d'être consulté depuis chez vous. Il s'agit donc d'un service de santé à domicile suite

à un coup de fil, quand on sait les difficultés que nous rencontrons pour avoir accès aux soins à savoir trouver un taxi, les salles d'attente des hôpitaux et tout obstacle que l'on peut rencontrer pour avoir accès aux soins », affirme Enzo Mbira Nze, responsable marketing chez Transmed.

Assurant être une réponse en termes de fiabilité aux besoins de santé, la structure assure que son service repose sur une prise en charge immédiate, personnalisée et rapide effectuée par des médecins agréés et reconnus par le ministère de la Santé et l'Ordre national des médecins. « Le but de Transmed est d'apporter une valeur ajoutée à ce qu'est la santé à la base. Transmed ne vient pas réinventer la roue, car la santé, les hôpitaux et les médecins existent. Transmed veut simplement offrir un confort et une facilité d'accès aux soins aux personnes qui peuvent se l'offrir », précise Enzo Mbira Nze.

Entreprise privée oblige, Transmed doit vivre de son activité. Les responsables de la structure assurent que les coûts sont pratiquement les mêmes que ceux pratiqués dans les cliniques privées, notamment. Car l'objectif de l'entreprise est d'être une solution innovante aux disparités médicales (nombre de patients élevés par rapport au nombre de médecins). « Les prix de Transmed restent alignés sur ceux pratiqués actuellement dans le secteur de la Santé au Gabon. Vous aurez une marge très légère sur ce qui se fait aujourd'hui en termes de médecine privée. Par exemple : une clinique offre une consultation à 25 000 francs CFA. Transmed est autour de ça », assure Enzo Mbira Nze, assurant que le profit n'est pas l'ambition première de la nouvelle structure de santé. « Après une étude d'un an, suite à un accident personnel du fondateur, Transmed se veut être la solution la plus fiable en besoin de santé sur le territoire », affirme-t-il.

La structure assure offrir un suivi médical pour tout type de pathologie ou presque. « Une fois le type de besoin sollicité par une personne, une expertise médicale est faite sur place, car à Transmed, il y a en permanence un médecin-réanimateur, un médecin généraliste, un infirmier et des chauffeurs ambulanciers. En fonction du besoin qui sera exprimé, les soins seront fournis. Dans les cas d'extrême urgence, des soins médicaux préliminaires seront faits sur place, avant orientation du malade vers la structure hospitalière la plus appropriée », explique le Dr Pascal Nze, médecin-chef chez Transmed.

« Si c'est un patient qui nécessite une consultation spécialisée pouvant se faire dans les heures qui suivent, Transmed sera le relai entre ce patient et le médecin spécialiste ou entre le patient et la structure hospitalière », précise-t-il.

Travailleur du secteur privé ou public, tout le monde est concerné par l'offre de Transmed. En cette période de crise du Covid-19, la structure de soins entend particulièrement être présente aux côtés des populations et ira partout où ses services seront sollicités. ●

Stevie MOUNOMBOU

enoromi magazine

Le magazine 100% gratuit
dédié au management et à l'entrepreneuriat



Disponible en version numérique
consultable sur smartphone,
tablette, et PC

www.enoromi.com

À LA UNE

Management

Joannick NGOMO OBIANG

Au cœur du développement du sport et de la culture au Gabon

Treize mois après sa nomination à la tête de l'Office national de développement du sport et de la culture (ONDSC), Joannick Ngomo Obiang fait avec nous, dans cet entretien, le tour d'horizon de la situation actuelle de l'administration dont il a la charge. Sans tabous, il évoque les chantiers en cours et sa collaboration avec ses ministères de tutelle ainsi que sa relation avec les différentes fédérations sportives et culturelles du pays. Le directeur général de l'ONDSC aborde en outre la situation vécue depuis plusieurs mois par les anciens agents du Fonds national de développement du sport (FNDS), de l'Agence nationale de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives et culturelles (ANAGEISC) et ceux de la Commission nationale d'organisation et de gestion des événements et manifestations à caractère national et international (CNOGEMCNI), liquidés par décision du Conseil des ministres.



**ENOROMI MAGAZINE**

Monsieur le Directeur général, les missions de l'Office national de développement du sport et de la culture (ONDSC) dont vous assurez la gestion paraissent encore peu connues du grand public. Pouvons-nous ouvrir cet entretien avec une présentation générale de l'Office ?

JOANNICK NGOMO OBIANG

L'Office national de développement du sport et de la culture est une structure opérationnelle créée par le gouvernement et chargée de contribuer au développement du sport, à la promotion de la culture et à la gestion du patrimoine hôtelier de l'État, plus précisément des hôtels Héliconia construits lors de l'organisation par notre pays des CAN de 2012 et 2017.

Dans son univers Sport et Culture, l'Office est chargé notamment de contribuer au développement de la pratique du sport et à la promotion des activités culturelles, en collaboration avec les organismes concernés ; d'assurer la détection et la formation des élites sportives, leur accès aux filières de haut niveau, leur encadrement et leur suivi médical dans les conditions fixées par des textes réglementaires ; de contribuer au financement des activités des fédérations, ligues, associations sportives et culturelles reconnues par l'État ; de faciliter, accompagner et organiser les événements culturels et sportifs, à caractère national et international, en collaboration avec les administrations et partenaires concernés.

L'ONDSC a aussi pour autre mission de construire, développer, entretenir, gérer et exploiter les équipements et infrastructures sportifs et culturels, en collaboration avec les administrations et organismes compétents ; acquérir, en collaboration avec les administrations concernées, le matériel, les biens d'équipements sportifs, culturels et socio-éducatifs. Notre ambition aujourd'hui est de participer pleinement à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de sport et de culture, d'être ce levier de développement et de promotion.

ENOROMI MAGAZINE
Après une année à la tête de l'ONDSC, dans quel état d'esprit êtes-vous ?

Joannick NGOMO OBIANG

Je me sens plus motivé que jamais. Chaque jour qui passe, particulièrement quand je suis sur le terrain, me confirme le potentiel remarquable de l'Office et la clairvoyance des plus hautes autorités du pays, notamment le Président de la République, Chef de l'État, S.E. Ali BONGO ONDIMBA, qui a mis en place cette structure pour donner un coup d'accélérateur au développement du sport et à la promotion de la culture de notre pays. Parce que nous nous sentons investis d'une mission noble, mes équipes et moi travaillons avec beaucoup d'enthousiasme et d'abnégation pour concrétiser la vision dont l'Office est porteur.

ENOROMI MAGAZINE
Vous êtes le premier manager à la tête de ce nouvel outil au service du sport et de la culture. Comment avez-vous procédé pour composer l'équipe de collaborateurs qui vous accompagne au quotidien ?

Joannick NGOMO OBIANG

L'équipe de l'Office est composée, pour l'essentiel, de l'ancien personnel du Fonds National de Développement du Sport, car les missions de cette structure n'ont jamais été interrompues. Cette équipe a été renforcée par quelques ressources humaines dont l'expérience et l'expertise étaient nécessaires pour implémenter la vision globale de l'ONDSC et préparer l'exécution des missions autrefois dévolues à l'ANAGEISC et la CNOGEMCNI.

ENOROMI MAGAZINE
Votre Office a hérité des missions et attributions de trois structures qui ont été dissoutes, notamment le FNDS, l'ANAGEISC et la CNOGEMCNI. Comment s'est passée la transition, notamment pour ce qui est de la liquidation des dites structures et la gestion des droits des anciens employés ?

Joannick NGOMO OBIANG

Il est le lieu ici de souligner que la liquidation d'une structure régie par un statut juridique EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) et employant des agents sous contrats privés en grande majorité exige l'observation de règles strictes. C'est pourquoi le gouvernement, en août 2019, a nommé par arrêté conjoint entre le ministre de l'Économie et le ministre des Sports, deux liquidateurs pour s'occuper respectivement de la Liquidation de l'ANAGEISC et de la CNOGEMCNI supprimées en novembre 2018. La

sonnel déflaté disposant d'une expertise certaine, pour la montée en puissance de nos activités, qui ne se limitent pas qu'au sport et la culture, mais intègrent également le loisir et l'événementiel.

ENOROMI MAGAZINE
L'ONDSC étant partagé entre deux départements ministériels, quelles sont vos relations avec vos deux ministères de tutelle, et quels rapports entretenez-vous avec les différentes fédérations sportives et associations culturelles existantes ?



première phase consistait à liquider les arriérés de salaire, ainsi que les droits légaux. Cette étape est pratiquement bouclée.

La deuxième phase consistait à faire un inventaire du patrimoine des dites structures. Cette étape est en cours de finalisation. La troisième phase consiste en l'établissement des actes juridiques de transfert du patrimoine des anciennes structures à l'ONDSC. À l'issue de ce processus, certes un peu long, mais indispensable, nous étudierons la question de la réinsertion au sein de l'ONDSC, du per-

Joannick NGOMO OBIANG

Je ne pense pas que l'ONDSC soit l'une des premières entités à être sous la tutelle de deux ministères. La collaboration se passe très bien et mes objectifs sont clairement définis par les deux ministères. L'ONDSC travaille en étroite collaboration avec le ministère qui est le principal interlocuteur auprès des fédérations dans le domaine du sport. La Direction de sport de haut niveau est la courroie de transmission entre l'Office et ses entités. Dans sa mission de recenser et d'équiper les fédérations, les ligues et les associations nationales

déjà identifiées et enregistrées au ministère, L'ONDSC joue uniquement le rôle de financier.

ENOROMI MAGAZINE

Le Gabon manque cruellement d'infrastructures sportives et culturelles pour la pratique de masse. Avez-vous des projets dans ce sens pour combler ce déficit ? D'autant que l'on sait que le sport et la culture sont deux facteurs favorisant la bonne santé des populations et la cohésion sociale.

Cette réhabilitation a tenu compte des exigences du calendrier international des compétitions. Certaines structures sont disponibles de suite à cet effet, en l'occurrence le Palais des Sports de Libreville, les stades de compétition de Franceville et de Port-Gentil.

Aussi, voudrais-je vous rassurer qu'avec le concours du Ministère des Sports, nous avons pu obtenir des ressources financières pour nous permettre de mener à bien l'ambitieux projet de réhabilitation des infrastructures sportives, la ré-



Joannick NGOMO OBIANG

Je répondrais par l'affirmative, en vous rappelant que la mission première de l'ONDSC est de répondre justement à cette question. Mais comme pour tout projet à réaliser, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. L'ONDSC a soumis aux plus hautes autorités un plan d'action très précis intégrant la pratique de masse. Comme vous l'aurez constaté, actuellement nous procédons à la réhabilitation des infrastructures héritées des CAN de Football 2012 et 2017 et CAN de Handball 2018.

habilitation des plateaux sportifs de proximité, la création de nouveaux plateaux et parcours sportifs de proximité, la création d'un parc urbain et bien d'autres projets qui contribueront, assurément, à répondre aux besoins des sportifs professionnels et pour la pratique de masse.

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez récemment lancé l'entretien des stades aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays après de longs mois d'abandon ayant occasionné des actes

de vandalisme comme au stade d'Oyem en mai dernier. C'était une action ponctuelle, ou un programme permanent d'entretien de vos infrastructures ?

Joannick NGOMO OBIANG

Comme je vous l'indiquais précédemment, l'ONDSC était tenu d'observer d'abord l'avancée significative du processus de liquidation, notamment de l'ex ANAGEISC, structure qui était en charge de la gestion et de l'exploitation des infrastructures sportives issues des CAN 2012 et CAN 2017. L'entretien des stades aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays constitue une priorité absolue, inscrite dans le programme permanent d'entretien de nos infrastructures.

ENOROMI MAGAZINE

Les établissements scolaires et universitaires sont des viviers de jeunes talents. Avez-vous pensé à la mise en place d'un programme de « sport et études » qui permettrait de les détecter et de mieux encadrer ces jeunes ?

Joannick NGOMO OBIANG

L'une des missions de l'ONDSC est de vulgariser la pratique du sport en finançant et en soutenant l'organisation des événements sportifs. C'est à travers toutes ces manifestations que la possibilité de détecter les talents est mise en avant. L'ONDSC, de par lui-même, ne détecte pas les talents, mais finance plutôt les activités qui permettent de les détecter. La détection des talents est du ressort du Ministère à travers les compétences identifiées dans le domaine.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes particulièrement présent aux côtés des sportifs de haut niveau, notamment les équipes nationales. Mais, il n'y a pas que le sport de compétition. Envisagez-vous également de soutenir et d'accompagner les événements sportifs pour la promotion du « sport pour tous » ?

Joannick NGOMO OBIANG

Nous avons dans notre feuille de route un programme « sport pour tous », qui intègre l'organisation de manifestations sportives nationales

encadrées pour la recherche des talents, l'incitation à la pratique du sport de masse, ainsi que l'organisation des manifestations sportives non encadrées. Toutes ces activités ont pour cibles les non professionnels, les amateurs et amoureux de sport.

ENOROMI MAGAZINE

Si l'action de l'Office est pleinement perceptible sur le volet sportif, on a encore beaucoup de mal à vous suivre sur la culture qui est pourtant tout aussi importante. Comment expliquer cet écart entre les deux domaines ?

Joannick NGOMO OBIANG

Il n'y a, à proprement parler, pas d'écart entre les deux domaines comme vous le dites. En réalité, dès ma prise de fonction à l'Office, nos premières actions ont porté sur la promotion et la valorisation de la culture gabonaise. On citera, entre autres, l'organisation du festival "Gabon 9 provinces" édition 2019. L'événement a connu, je pense, un engouement populaire certain. Je citerai aussi la Journée nationale du Drapeau le 9 août 2019, ainsi que

la fête nationale, le 17 août 2019. D'autres actions ont aussi été menées pour la valorisation de notre culture, notamment dans les différentes provinces du pays qui ont accueilli la Tropicale Amissa BONGO en janvier dernier. En effet, dans chaque ville-étape, des artistes locaux ont été mis à contribution pour animer la "La Tropicale Party", un podium d'expression artistique combinant aussi bien la danse, la chanson, l'humour, le théâtre, le conte, etc. ce fut une occasion pour l'ONDSC de présenter aux caravaniers de la TAB20 la diversité culturelle de notre pays.

Bien entendu, il y a beaucoup à faire sur le plan culturel et le chantier est immense. C'est pour cette raison que nous travaillons en étroite collaboration avec le secrétariat général du ministère de la Culture et des Arts, qui porte la politique culturelle du Gouvernement. L'Office est là pour accompagner la matérialisation de cette politique, selon les orientations de la tutelle.

ENOROMI MAGAZINE

La pratique du sport par les Gabonais est devenue presque naturelle, que vous inspire ce

phénomène qui tend à prendre de l'ampleur ?

Joannick NGOMO OBIANG

Ce phénomène nous interpelle effectivement à plus d'un titre, car il nous montre combien de fois la communauté des sportifs s'agrandit de jour en jour, et sachant le contexte sanitaire actuel, nous voyons combien de fois le sport est un moteur de la cohésion sociale et le moyen favorisant le bien-être des populations. L'objectif pour nous, malgré la Covid-19 et après cette pandémie, sera de maintenir cette communauté à travers la mise à disposition d'infrastructures sportives de proximité adéquates à la pratique du sport en plein air. ●

*Propos recueillis par
Christian BOUA*

Qui est Joannick NGOMO OBIANG ?

Titulaire d'un Master en administration des entreprises, en Administration des affaires et en Management, Joannick NGOMO OBIANG a occupé tour à tour les fonctions de Chargé d'études à l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEX), avant d'être recruté en qualité de Conseiller à l'Agence nationale pour la promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon). En 2015, il intègre le cabinet du Chef de l'État en qualité de Chargé de mission,

puis il est nommé Conseiller en charge de la Promotion et du Suivi des investissements au Bureau de coordination du Plan stratégique Gabon émergent (BCPSGE). Avant d'être promu Directeur général de l'ONDSC, il occupait la fonction de Conseiller du Directeur général de l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG). Joannick NGOMO OBIANG est père de deux enfants et membres de plusieurs associations sportives nationales.



DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



Entrepreneuriat

Interview

EURUDICE NDONG

Une carrière d'agripreneure au détriment du droit fiscal.

Il est des personnes que ni les défis ni l'aventure n'effraient. Eurudice Ndong est de celles-là. Après des études à l'Institut universitaire des sciences de l'organisation (IUSO) en Carrières juridique (DUT) et à l'Université Dakar Bourguiba (UDB), celle que l'on croyait destinée à une carrière de juriste dans la finance, a plutôt décidé de tout plaquer pour s'intéresser à l'agriculture maraîchère. Depuis le lancement de son projet en octobre 2019, « Charis » n'a plus d'autre ambition que celle d'officialiser et de développer son entreprise d'abord à Libreville avant de couvrir les localités de l'intérieur du Gabon. Le Covid-19 a quelque peu ralenti ses démarches.

ENOROMI MAGAZINE
Où avez-vous fait vos études supérieures ?

Eurudice NDONG

J'ai commencé au Gabon. Après l'obtention de mon Baccalauréat, j'ai passé deux ans à l'IUSO. Et après ma soutenance dans cet établissement où j'ai obtenu mon diplôme universitaire de technologie DUT, je me suis envolée pour le Sénégal où je me suis inscrite à l'Université Dakar Bourguiba, en Droit de l'Ingénierie financière et fiscale, jusqu'à l'obtention de mon Master 2.

ENOROMI MAGAZINE
Et vous avez décidé de tout laisser tomber. Pourquoi ce choix ?

Eurudice NDONG

Oui, j'ai tout laissé tomber pour me concentrer à l'agroalimentaire. Parce que déjà j'ai toujours eu une passion pour l'agriculture. À la base, j'ai fait une série scientifique et j'ai toujours voulu faire un travail de terrain. Quand j'ai eu mon Baccalauréat, je n'ai pas eu la possibilité de me mettre dans une filière de formation scientifique. J'ai commencé par la carrière publique, par la suite je me suis mise dans la finance-fiscalité et la gestion des entreprises.

ENOROMI MAGAZINE
Dans quelle localité du Gabon pratiquez-vous, et dans quelle spécialité faites-vous ?

Eurudice NDONG

Je suis basée à Libreville. Et je suis dans l'agriculture maraîchère, donc la culture de gombos, d'aubergines, de Folons, d'oseilles, de piments, etc.

ENOROMI MAGAZINE
Proposez-vous déjà vos produits sur le marché ?

Eurudice NDONG

Effectivement. Je vends déjà mes produits. J'ai des clientes et quelques connaissances qui m'en achètent. Il faut en effet avouer que je vends essentiellement à domicile en ce moment. Ma stratégie marketing est encore basée sur le relationnel et le bouche-à-oreille.

ENOROMI MAGAZINE
Comptez-vous vous arrêter à cette seule stratégie ou envisagez-vous de la changer, en vous faisant aider par des partenaires, par exemple ?

Eurudice NDONG

Pour l'heure, je suis en rodage, mais j'envisage effectivement de faire évoluer mon activité et d'élargir comme il se doit ma clientèle. Ça fait à peine 9 mois que j'ai commencé.

ENOROMI MAGAZINE
Vous considérez-vous comme entrepreneure ou comme quelqu'un qui fait une petite bricole ?

Eurudice NDONG

Je me considère comme entrepreneure parce que j'ai décidé d'aller jusqu'à la création d'une entreprise agroalimentaire.

ENOROMI MAGAZINE
Vous êtes-vous déjà rapprochée de l'ANPI pour la constitution en bonne et due forme de cette entreprise ?

Eurudice NDONG

Dans mes débuts, je suis allée à l'ANPI, oui. Je suis allée prendre le formulaire, tout ce qui concerne les pièces à fournir pour la création de l'entreprise. Je suis encore dans les démarches administratives.

ENOROMI MAGAZINE
Votre activité a-t-elle été impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19 ?

Eurudice NDONG

À cause du confinement total, j'ai dû geler mes activités. Les produits que j'avais mis en terre, je n'ai pas pu les suivre. J'ai perdu beaucoup de produits, car je ne pouvais pas sortir pour les arroser. Ça m'a engendré beaucoup de pertes. ●

*Propos recueillis par
Brice GOTOA*



Dossier



Par Griffin ONDO

LE BOIS DANS TOUS SES ÉTATS

Des PME aux industries, des réalités différentes.

Au premier trimestre 2020, les industries du bois se sont bien portées, voire très bien si l'on considère la hausse à 11,3% des ventes de grumes aux sociétés locales. Si le gouvernement, s'appuyant sur les chiffres collectés par la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF), a annoncé ces dernières semaines divers projets liés notamment au secteur de la transformation, celui de l'exploitation a quelque peu laissé sur la touche les petits entrepreneurs locaux qui n'ont pas cessé de se plaindre de maltraitances depuis des mois. Plongée au cœur d'un univers relativement en bonne santé.

DOSSIER

Par Griffin ONDO

L'exploitation forestière a enregistré des performances jugées « appréciables » à fin mars 2020. Les chiffres compilés par la DGEFP auprès des sociétés montrent que la production de grumes a en effet augmenté de 3% pour atteindre 435 766 m³, sous l'effet de la bonne tenue du carnet des commandes, émanant notamment des unités installées à Nkok. Suivant la même tendance, les ventes de grumes aux industries locales ont augmenté de 11,3% à 179 561 m³, informe l'administration dans sa Note de conjoncture sectorielle (NCS) rendue publique en juin 2020.

Les industries du bois au premier trimestre 2020

Profitant d'un approvisionnement régulier des unités de transformation en grumes et de la montée en puissance des unités nouvellement installées dans la zone économique de Nkok, la production a augmenté de 6,7% pour atteindre 273 734 m³ à fin mars 2020. Ainsi, l'activité des industries du bois au premier trimestre a été marquée par une consolidation des performances enregistrées ces dernières années.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont enregistré une forte hausse (+48,5%) à 30 755 m³ à fin mars 2020, sous l'effet de la fermeté des commandes en bois débités. Cependant, les exportations ont baissé de 11,1% pour afficher un volume de 188 527 m³, en liaison avec la contraction de la demande asiatique de bois débité, note la DGEFP.

Les unités de sciage

Au cours du premier trimestre 2020, les unités de sciage ont enregistré une amélioration de leur activité. La production s'est en effet améliorée de 20,1% à 175 010 m³, grâce à la montée en puissance des nouvelles unités installées et leur approvisionnement régulier en grumes.

Les ventes locales aussi se sont appréciées de près de 34% à 21 026 m³, en lien avec la bonne tenue du carnet des commandes. « À l'international, relève la DGEFP, les exportations ont baissé de 7% en raison de la contraction de la demande asiatique, notamment chinoise à la suite des mesures mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. »

Évolution de l'activité forestière

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production	459 004	556 749	378 716	435 766	422 945	435 766	3,0%
Ventes aux industries locales	173 071	192 867	173 454	179 561	161 383	179 561	11,3%

En M³

Source : Somivab, Hua Jia, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, FG Gsez, Gabon Meubles Modernes GSEZ.



Évolution de l'activité de production des industries du bois

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production	281 036	287 138	254 541	273 734	256 460	273 734	6,7%
Ventes locales	15 913	24 383	28 651	30 755	20 716	30 755	48,5%
Exportations	198 603	206 076	166 801	188 527	211 972	188 527	-11,1%

En M³

Source : DICB, échantillon des industries du bois

Évolution de l'activité de sciage

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production	148 384	178 760	156 718	175 010	145 767	175 010	20,1%
Ventes locales	13 699	16 007	21 382	21 026	15 704	21 026	33,9%
Exportations	110 225	122 178	95 597	111 686	120 070	111 686	-7,0%

En M³

Source : Somivab, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Gabon Meubles Modernes Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, WoodtechGsez

Les unités de déroulage

Le placage

La production étant passée à 89 093 m³, soit une baisse de 12,8% par rapport à la même période en 2019, les unités de placage ont enregistré un abaissement de leur activité au 3^e trimestre 2020. Une situation que la DGEFP explique par une diminution du rythme d'approvisionnement des usines en grumes et du ralentissement de l'activité de certaines unités.

Les exportations ont également chuté de 19,3% pour s'établir à 68 618 m³. La cause : la contraction de la demande internationale, notamment sur le marché asiatique. En revanche, les ventes locales ont connu une forte hausse que l'on estime au double par rapport à la même période l'année précédente. Elles ont atteint 8 397 m³. La bonne tenue des commandes en panneaux y est pour beaucoup.

Le contreplaqué

Les performances industrielles et commerciales de l'activité de fabrication de contreplaqué ont été appréciables au terme des trois premiers mois de l'année courante. La production a progressé de 12,4% à 9 631 m³, conséquence de l'accroissement du rythme d'approvisionnement en matières premières des principales unités de transformation.

Aussi, les exportations et les ventes locales de contreplaqué se sont-elles appréciées respectivement de 20% et 13%, en raison de la forte demande du marché domestique et international pour les besoins des chantiers navals et de l'habillage de maisons.

Évolution de l'activité de placage

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production	123 236	100 107	85 820	89 093	102 124	89 093	-12,8%
Ventes locales	1 030	6 942	6 069	8 397	3 833	8 397	119,1%
Exportations	80 270	77 588	60 908	68 618	85 042	68 618	-19,3%

En M³

Source : ThebaultTransbois, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Cpb, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Otimveener, Evergreen Gabon Gsez, Solid Wood Gabon Gsez, Sun VeneerGsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, TimberworkzGsez, AfeefaOverseas Gabon Gsez, Prime Wood Gsez



Évolution de l'activité de contreplaqué

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production	9 416	8 271	12 003	9 631	8 569	9 631	12,4%
Ventes locales	1 185	1 434	1 200	1 333	1 179	1 333	13,0%
Exportations	8 108	6 311	10 295	8 223	6 860	8 223	19,9%

En M³

Source : Cora Wood, Otimveener, Seef, Rougier Gabon





EXPLOITATION FORESTIERE

Le blue des PME locales

Privés de leur principale source de revenus, les petits exploitants forestiers qui exerçaient dans la récupération du bois au sol ne profitent pas de la bonne santé actuelle du secteur forestier. Réunies au sein de la confédération, ces PME accusent le gouvernement de les laisser croupir dans la misère.

La décision du ministre des Eaux et Forêts, Pr Lee White, de maintenir la mesure de suspension des évacuations des volumes de bois abandonnés acquis par cession porte un grand coup aux petits exploitants nationaux depuis 2019, et particulièrement depuis le début de la crise sanitaire actuelle. « Notre situation est devenue invivable depuis l'arrivée du

Covid-19. On ne sait plus où donner de la tête pour s'en sortir, alors que notre principale source de revenus nous est désormais interdite », se plaint Emmanuel Zué, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et industries (CGPMEI).

Actif sur les réseaux sociaux et dans certains médias nationaux, le leader syndical accuse clairement le gouvernement de vouloir « tuer » les PME locales du secteur. « À la différence des PGG [permis de gré à gré] et des PFA [permis forestiers associés] qui sont des surfaces exclusivement réservées à l'exploitation forestière, le dernier type d'opportunité dont peuvent bénéficier les nationaux, c'est la récupération des bois abandonnés. Le décret 273/PR/MEF du 02 février 2011 détermine d'ailleurs les contours de cette activité qui repose sur l'article 134 du Code forestier. C'est dans le souci de permettre aux nationaux de s'impliquer davantage dans le secteur forestier et valoriser les volumes de bois coupés illégalement dans les forêts que le président de la République a pris ce décret. Or, le gouvernement nous empêche de bénéficier de cette opportunité quand des non-nationaux et les grosses entreprises poursuivent leurs activités », déplore le président de la CGPMEI. ●

DEUX ZES EN PROJET A LAMBARENE ET FRANCEVILLE

Motivées par le succès de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok, dont plusieurs entreprises exercent dans la transformation du bois, les autorités gabonaises envisagent d'en construire deux autres à l'intérieur du pays, précisément à Lambaréné et à Franceville.

Implantée dans le département du Komo-Mondah, à 27 km de Libreville, la ZES de Nkok pourrait bientôt

faire des petits à l'intérieur du pays. En juin dernier, dans une interview accordée au quotidien gabonais L'Union, Pr Lee White avait annoncé la construction de deux zones économiques spéciales à Lambaréné (Moyen-Ogooué) et à Franceville (Haut-Ogooué). Pour le ministre des Eaux et Forêts, l'objectif est de susciter l'intérêt de plus d'investisseurs internationaux et de matérialiser le projet du président de la République

de faire du secteur forestier le premier pilier de l'économie nationale.

Selon les prévisions des autorités, ce projet devrait permettre de créer « près de 5000 emplois sur les 12 prochains mois ». Pour lui permettre de voir le jour, le gouvernement entend solliciter l'expertise en la matière de la Gabon Special Economic Zone (GSEZ). ●



Urban³

104.5 la station urbaine

f: Urban 104.5 fm
www.urbanfm.fm

La radio N°1 sur les musiques urbaines





Tribune

Gabon : 60 ans d'une interminable marche vers le développement.

Le 17 août 2020, le Gabon célèbre la soixantième année de son accession à la souveraineté internationale, obtenue de la France en 1960. Cette célébration se fait dans un contexte particulier marqué par la crise sanitaire liée à la Covid-19. Une situation qui impose des ajustements dans la traditionnelle cérémonie de commémoration de cette date. Cependant, de ces soixante ans, chaque Gabonais est en droit de mesurer la courbe de l'évolution sociale et économique du pays. Un exercice certes fastidieux, mais combien important pour les quarante années qui nous séparent du siècle de vie de la République gabonaise.

Depuis 1960, le Gabon célèbre son accession à la souveraineté internationale après 121 ans de colonisation française dès 1839. Une période qui de nos jours, on peut le dire, suscite des interrogations en matière d'héritage sur les nouvelles générations. Seulement, il n'est point ici le lieu du procès de la colonisation quoiqu'elle fût à la base de la fondation de la République gabonaise. La période qui nous concerne traite des soixante années d'indépendance de notre pays et sa quête inlassable pour s'inscrire sur la voie du développement tous azimuts. Sans faire de confusion avec la croissance économique, interroger le développement pour nous renvoie à parler du développement économique et social, qui fait référence à l'ensemble des mutations positives sur les plans techniques, démographiques, sociales et sanitaires que peut connaître un pays ou une région du monde. Des aspects essentiels pour marquer l'évolution d'un État. Il n'est un secret pour personne que le Gabon avec 267667 km² dispose d'un fort potentiel en ressources naturelles, tout en disposant d'une démographie relativement petite devant la prépondérance de la couverture végétale. Ainsi, depuis 1960, les trois Chefs d'État, qui s'y sont succédé, ont géré des ressources budgétaires, qui au demeurant devaient résolument conduire le pays sur la voie du développement et du modernisme.

Il faut reconnaître que les programmes de développement inscrits dans les idéaux

politiques des présidents Léon Mba (1961-1967), Omar Bongo Ondimba (1967-2009) et depuis 2009 par Ali Bongo Ondimba, n'ont cessé de vendre l'ambition de la construction d'un pays moderne. Le président Léon Mba fut l'architecte de la construction des infrastructures routières nationales. De nombreux vestiges de la concrétisation de la réalisation de l'interconnexion entre les différentes régions du Gabon sont encore appréciables sur plusieurs linéaires sur les routes du pays.

En ce qui concerne le long règne d'Omar Bongo Ondimba, soit 42 ans au pouvoir, il faut lui reconnaître deux ambitions essentielles. La première consistait en la construction de l'unité du pays. La seconde reposait sur le développement économique à travers l'exploitation sans ménagement de toutes les ressources naturelles. Concernant la construction de l'unité nationale, Omar Bongo est sans conteste celui qui aura permis aux Gabonais des quatre coins du pays d'accepter de se mettre ensemble pour construire la « Nation gabonaise ». Certes, ce fut au prix de la privation des libertés politiques avec la création de l'ancien parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG) en 1968. D'ailleurs, il est toujours présenté de nos jours comme le « creuset » de l'unité nationale. L'idéal fut donc de conduire les populations de la République naissante vers un rêve commun. Surtout, au lendemain du coup d'État manqué de 1964 contre le président Léon Mba. Du développement économique, il est l'homme du boom pétrolier des années 1970, de l'exploitation du manganèse et de l'uranium...

L'exploitation des matières premières pour soutenir le développement du Gabon a eu pour incidence de favoriser l'investissement dans les grands travaux d'infrastructures à l'exemple du chemin de fer reliant la province de l'Estuaire à celle du Haut-Ogooué ; la construction du port d'Owendo. Il y a aussi la création des grandes entreprises parapubliques, qui ont favorisé la lutte contre le chômage.

Mais des succès économiques d'Omar Bon-

go Ondimba, force est de reconnaître que les efforts fournis entre 1970 et 1989 pour asseoir le développement économique et social du pays se sont dissipés à la vitesse de la vapeur alors qu'il assumait encore la charge de l'État. De 1990 à sa mort en 2009, les ambitions économiques et sociales pour le Gabon ont fait place au jeu politique, laissant ainsi la porte ouverte à la gabegie, la corruption et les détournements. Une situation qui a fini par fragiliser voire ébranler tous les leviers jadis importants à la construction d'un pays prospère et moderne.

Si, à l'arrivée d'Ali Bongo Ondimba à la tête du pays, le Gabon jouissait d'une certaine respiration budgétaire avec 2 095 979 429 500 FCFA selon le Décret 024/PR portant promulgation de la loi n°001/2010 déterminant les ressources de l'État pour l'année – un montant qui sera en constante hausse par la suite – il hérite néanmoins d'un pays économiquement et socialement fragile du fait de la longue période de gestion de son prédécesseur. Il va lui aussi s'inscrire dans les grands projets d'infrastructures, notamment routières ; la construction des logements dits « sociaux », etc. Le premier septennat donne des gages d'une ambition d'« émergence » économique et sociale du pays. Seulement, la conjugaison de la fébrilité institutionnelle et l'absence d'éthique des responsables politiques et administratifs, les piliers de la politique du « Gabon Émergent » ont mené aux détournements massifs des deniers publics. Les opérations de lutte contre la corruption « Mamba » et « Scorpion », commanditées par le Président Ali Bongo Ondimba, suffirent pour illustrer l'ampleur des dégâts.

En définitive, au moment où nous allons célébrer le soixantième anniversaire de la République gabonaise, le faste du cérémoniel qui sera retenu ne doit pas occulter la laborieuse marche vers le développement économique et social de notre pays, notamment à une période que nombreux décrivent déjà incertaine du fait de la pandémie de coronavirus. Les attentes sont les mêmes depuis 1960, rien ou presque n'a changé. Les plaintes sont nombreuses. Les politiques doivent véritablement ancrer l'éthique et la déontologie dans la gestion de la chose publique. Reconnu comme un havre de paix, la précarité et la misère constituent désormais des terreaux fertiles à l'insécurité. Il faut plus qu'auparavant rectifier le tir avant que la paix des cimetières ne soit le seul remède. ●

Romuald Ndong Assoumou

LES BOUQUETS
CANAL+

UBA
United Bank for Africa

Salut, je suis
Leo
Le Banquier
virtuel



VOUS POUVEZ
DESORMAIS VOUS REABONNER
AUX BOUQUETS CANAL+



— Enquête —



Par Griffin ONDO

LE SYSTÈME BANCAIRE GABONNAIS PRÉ-COVID

Une situation en demi-teinte.

Habituellement décrit comme un des plus sensibles aux événements et parmi les plus frileux du continent, sans nul doute à cause de sa jeunesse, le système bancaire gabonais a plutôt bien résisté au début de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, dont le premier cas positif dans le pays a été déclaré le 12 mars 2020. 19 jours plus tard, au terme du premier trimestre de l'année, les chiffres compilés par la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF) montraient pourtant une situation en demi-teinte, mais maîtrisée, qui confirme la solidité du système bancaire national.

ENQUÊTE Par Griffin ONDO

La situation du système bancaire nationale n'a été ni extrêmement reluisante au premier trimestre 2020 ni totalement mauvaise. C'est une situation en demi-teinte que la DGEPPF décrit dans sa note de conjoncture sectorielle datée de juin 2020.

L'administration placée sous la tutelle du ministère de l'Économie révèle en effet que si le total bilan des banques a baissé de 1,7% à 2 642,6 milliards de FCFA contre 2 688,5 milliards un an plus tôt, le taux de couverture des crédits par les dépôts est passé de 145,9% pour la même période l'an dernier à 147,8% en mars 2020, malgré une contraction de 2% des crédits bruts.

Les créances en souffrance quant à elles ont baissé de 21,1% pour s'établir à 179,8 milliards de FCFA. Pour la DGEPPF, c'est évident : le système bancaire national a bel et bien confirmé sa solidité. En témoigne le tableau de l'évolution de la situation bilancielle ci-dessous.

Évolution de la situation bilancielle en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Dépôts de la clientèle	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%
Crédits bruts	1 516,4	1 565,4	1 528,6	-2,4%
Créances en souffrance	229,8	227,9	179,8	-21,1%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	132,7	149,4	123,2	-17,5%
Crédits nets	1 383,8	1 416,0	1 405,4	-0,7%
Capitaux permanents	294,4	344,1	384,4	11,7%
Valeurs immobilisées	186,3	192,3	246,8	28,3%
Autres postes nets	40,5	29,2	2,4	-91,8
Excédent / déficit de trésorerie	618,7	831,4	811,4	-2,4%
Total du bilan	2 420,3	2 688,5	2 642,6	-1,7%

LES OPÉRATIONS BANCAIRES

Entre des ressources en légère progression grâce à la disponibilité de fonds plutôt importante dans les comptes des clients et le recul net des crédits bruts distribués, les opérations bancaires au 31 mars 2020 ont présenté des réalités différentes, comme le montrent les chiffres fournis par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac).

Les ressources collectées

Grâce aux hausses simultanées des montants disponibles dans les comptes à vue et les comptes de dépôts à régime spécial, les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont progressé de 0,5%, soit la somme de 2 076,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2020.

Sous l'effet des augmentations conjuguées des dépôts privés (+2,2%) et des dépôts des non-résidents (+30,7%), les ressources à vue ont quant à elles progressé de 14,8%, soit 1 420,3 milliards de FCFA. Ils ont représenté 68,4% du total des dépôts contre 59,8% à la même période l'année précédente.

Les comptes à terme et les comptes de dépôts à régime spécial, encore appelés « bons de caisse », qui constituent l'essentiel des ressources à terme collectées auprès de la clientèle, ont enregistré une baisse de 22,5%. Ils se sont en effet établis à 541,4 milliards de FCFA en mars 2020 contre 698,3 milliards en mars

Le secteur bancaire gabonais est jeune, d'autant que la première activité bancaire du pays remonte aux années 1945. Pourtant, 75 ans après, celui-ci ne compte encore que peu d'acteurs, à savoir : BGFI, BICIG, Orabank, Ecobank, Citibank Gabon, United Bank for Africa Gabon (UBA Gabon) et l'Union gabonaise de banque (UGB).

Dans ce marché concurrentiel peu compétitif, trois établissements publics sont en liquidation : la Banque gabonaise de développement (BGD),

la Banque gabonaise de l'habitat (BGH) et PosteBank Gabon. Néanmoins, autour gravitent plusieurs établissements financiers : Finatra (filiale de BGFI), Finam, EDG, Alios Finance, Bicig-Bail (filiale de BICIG), etc.

Un classement élaboré par le ministère français de l'Économie montre qu'en février 2019, trois banques, BGFI Bank, BICIG et UGB, dominent le marché et concentrent plus de 75% des emplois. « Sur les 1 764 Mds XAF de crédits en février 2019, BGFI Bank

concentre 40% des parts de marché, loin devant UGB (19%), BICIG (19%) et les quatre autres banques qui totalisent ensemble 22%. S'agissant du nombre de comptes ouverts dans les banques, la situation varie : UGB occupe la 1ère place avec 36% des comptes bancaires ouverts au Gabon, suivi de BICIG avec 28%, Ecobank (12%) et BGFI Bank qui ne revendique que 11% des comptes », décrivait l'administration.

2019. Ces ressources ont représenté 26,1% du total des dépôts collectés, précise la DGEPP.

À la fin du mois de mars 2020, les dépôts publics ont baissé de 5,8% à 102,8 milliards de FCFA. Ceux-ci ont représenté 4,9% du total des dépôts

collectés contre 5,3% à la même période l'année précédente. En revanche, les dépôts du secteur privé non financier ont enregistré une hausse de 2,2% à 1 777,4 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Évolution des ressources par type de compte

Types de comptes	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Comptes à vue	1 117,6	1 236,7	1 420,3	14,8%
Comptes à terme	621,4	677,0	518,7	-23,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	20,3	21,3	22,7	6,6%
Autres comptes	78,6	120,1	107,0	-10,9%
Dettes rattachées	15,9	11,3	8,1	-28,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%

Source : COBAC

En milliards de FCFA

Évolution des dépôts par type de déposants

Dépôts de la clientèle	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Dépôts publics	153,7	109,1	102,8	-5,8%
Dépôts des entreprises publiques	42,9	54,1	38,4	-29,0%
Dépôts privés	1 543,3	1 738,9	1 777,4	2,2%
Dépôts des non-résidents	19,4	32,9	43	30,7%
Dépôts non ventilés	94,5	131,4	115,2	-12,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%

Source : COBAC

En milliards de FCFA

Évolution des crédits bruts par type de bénéficiaires

Dépôts de la clientèle	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Crédits à l'Etat	443,3	420,3	392,8	-6,5%
Crédits aux entreprises publiques	17,9	13,7	8,2	-40,1%
Crédits au secteur privé	965,7	1 059,4	1 055,5	-0,4%
Crédits aux non-résidents	58,2	36,3	35,9	-1,1%
Encours financier des opérations de crédit-bail	11,4	15,6	17,0	9,0%
Autres créances	19,9	20,1	19,2	-4,5%
TOTAL DES DEPOTS	1 516,4	1 565,4	1 528,6	-2,4%

Source : COBAC

En milliards de FCFA

Les crédits distribués. Plusieurs baisses enregistrées

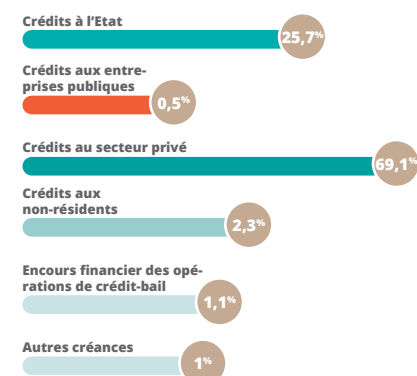
Au 31 mars 2020, les crédits bruts distribués ont reculé de 2,4%, soit 1 528,6 milliards de FCFA contre 1 565,4 milliards une année auparavant, relève la DGEPP. Dans le même temps, les crédits octroyés à l'État ont également baissé de 6,5% à 392,8 milliards de FCFA à la fin du premier trimestre 2020. Ceux-ci ont représenté 25,7% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé et aux non-résidents ont connu des baisses respectives de 0,4% à 1 055,5 milliards de FCFA et de 1,1% à 35,9 milliards en mars 2020. Les crédits accordés au secteur privé ont représenté 69,1% du total des crédits contre 67,7% en mars 2019.

Ayant représenté 0,5% du total des crédits bruts, les crédits consentis aux entreprises publiques ont, eux aussi, connu une baisse de 40,1% à 8,2 milliards de FCFA à la fin du mois de mars dernier, contre 13,7 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 17 milliards de FCFA en mars 2020 contre 15,6 milliards de FCFA le 31 mars 2019. ●

Répartition des crédits distribués au 31/03/2020



Mais... ENCORE!



OLIVIER ONA

L'homme digital aux multiples casquettes

Bénéficiant d'une certaine notoriété sur les réseaux sociaux qu'il décortique chaque semaine sur son blog Onaparle.tech, Olivier ONA n'est pas que blogueur. Depuis une dizaine d'années, l'homme est multiple. Entrepreneur du Web, il cumule sa fonction de Senior Digital Coordinator chez Airtel Gabon avec ses activités de Business Developer et de spécialiste des jeux numériques. Le professionnel en Community Management qui multiplie les interventions sur les médias gabonais a bien voulu se livrer à nos lecteurs.

ENOROMI MAGAZINE
Senior digital à Airtel Gabon, commu-
nity manager, blogueur, enseignant
vacataire ... qui est finalement Olivier
ONA ? Quel est son parcours ?

OLIVIER ONA

On ne me l'avait jamais posée celle-là (rire). Mon nom complet est Brice Olivier ONA NSO, tombé dans le numérique en 2008 à Dakar au Sénégal où je poursuivais mes études.

À vrai dire, je m'ennuyais en cours à cette période-là, car le vent du numérique avait déjà pris le marché, mais pas encore les programmes de formation. Or, en Master 1, je m'émerveillais déjà pour tout ce qui avait trait aux startups et à l'ère des réseaux sociaux. Il faut rappeler que Facebook n'avait pas encore 10 ans d'existence. Et à l'époque, j'étais déjà patron d'une startup spécialisée dans le développement d'applications mobiles, consultant pour des agences de communication sénégalaises et enseignant vacataire en Community Management pour ETICCA Dakar, une Business School du Sénégal.

Je sentais bien que le vent tournait et que les métiers classiques prenaient déjà du plomb dans l'aile, car à l'origine je venais au Sénégal pour un Master en Management de la qualité. J'ai vite compris que le numérique, c'était l'avenir avec le challenge permanent qui le caractérise, et qui tient à un principe : ne jamais dormir sur ses acquis, accepter de sortir de sa zone de confort continuellement au risque de devenir «has been».

ENOROMI MAGAZINE
Présentez-nous le blog "Onaparle.
tech". Quels services offre cette page?

OLIVIER ONA

Douze ans après mes études, j'ai toujours voulu partager mon expérience aux plus jeunes d'une part et aux entreprises courageuses d'autre part. D'où le choix d'officier également en tant qu'enseignant vacataire à l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry en communication digitale et Senior digital coordinator pour Airtel Gabon.

En gros le blog www.onaparle.tech est une plateforme où je décrypte l'usage du numérique par les Gabonais et les entreprises du Gabon. J'y parle des tendances qui marchent, les initiatives intéressantes des créateurs de contenus et des marques sur le digital au Gabon et surtout, je parle des tendances à venir afin que chacun se prépare à prendre le train.

Il faut dire qu'au fil du temps, le blog se bonifie et je comprends de plus en plus l'in-

ternaute gabonais. L'avantage que j'ai, en plus d'une longue expérience, c'est surtout le fait d'être salarié. En effet, en étant dans un marché hyper concurrentiel qui nous invite à réagir H24 et 7J/7, l'esprit reste affuté et toujours au diapason des best practices côté digital.

ENOROMI MAGAZINE
Qu'est-ce qui vous a poussé à vous
lancer dans les TIC ?

OLIVIER ONA

J'ai senti le vent tourner et je me suis beaucoup remis en question. J'ai d'ailleurs beaucoup été aidé par l'école de Commerce dans laquelle j'étudiais, car j'y ai fait de belles rencontres. Un de mes professeurs, quelqu'un pour qui j'ai beaucoup de considération et de respect, m'invitait à choisir une zone géographique dans le monde et d'en devenir un spécialiste. Bien évidemment j'ai ciblé l'Amérique du Nord et tout de suite je suis tombé sous le charme des entreprises du Nasdaq.

Je me suis surtout rendu compte à ce moment que les startups avaient un niveau de croissance jamais égalé par les entreprises classiques, et que si nos États trouvaient la bonne formule, l'Afrique, au regard de son marché intérieur, pouvait véritablement devenir une puissance. Voyez-vous, une startup est orientée vers les services dématérialisés, donc pas besoin d'apports en industrie, surtout dans sa phase d'amorçage. Il suffit d'un ordinateur portable bon marché, d'un Smartphone et d'une connexion Internet pour «disrupter» l'écosystème depuis sa chambre.

À partir de là, je me suis dit que je devais changer de paradigme dans ma volonté de réinventer mon avenir.

ENOROMI MAGAZINE
Comment décririez-vous la journée
de M. Olivier ONA, entre son travail
à Airtel Gabon, ses interventions de-
vant les étudiants et son activité de
blogueur ? Plutôt mouvementée ou
plutôt calme ?

OLIVIER ONA

Mon entourage s'en plaint d'ailleurs. Ma journée type se passe la tête plongée sur mon smartphone et mon PC de 7 heures à X heures. Je suis quelqu'un d'hyperactif qui s'ennuie très vite et entre mon job à Airtel qui prend 80% de mon temps, la veille pour scruter le Web et les nouvelles tendances, les sujets buzz du jour, la construction des articles pour mon blog, l'accompagnement d'étudiants pour des mémoires (j'en reçois de partout en Afrique francophone et même du Canada en 2018), les invitations à des conférences en ligne aux

quatre coins du monde, mon combat pour la mise en lumière du gaming et du e-sport en Afrique comme facteur de développement, mes participations dans des projets d'entreprises comme investisseur, oui je l'avoue j'ai des journées très mouvementées !

Et elles ne se ressemblent jamais en tous points, mais je n'ai pas à me plaindre. Au contraire, j'ai la chance de vivre mon métier à fond sans baisse de tension, et ce depuis douze ans maintenant.

ENOROMI MAGAZINE
Comment vous présenteriez-vous
avec ces différentes activités ? Em-
ployé, entrepreneur, les deux ou ni
l'un ni l'autre ?

OLIVIER ONA

Le vrai débat ! (rire) Vous savez, je n'en sais rien. Je pense juste que ce tout fait de moi l'homme que je suis, car en vérité, l'homme a besoin de plusieurs choses pour s'épanouir : un boulot stable et des activités annexes qui dans le fond ne se font pas concurrence, mais se rejoignent et permettent un certain équilibre psychologique.

En même temps, si je suis employé et entrepreneur au final c'est notre pays qui gagne, non ? Je paierai doublement l'impôt (rire).

ENOROMI MAGAZINE
S'il fallait abandonner une de vos
activités professionnelles pour
quelque raison que ce soit. Laquelle
serait-elle ?

OLIVIER ONA

Je vais vous surprendre, mais j'arrêterai tout en même temps. (rire) Si je pouvais le faire oui, mais la passion est encore là et cet équilibre m'est bénéfique. Cela fait douze ans que je nage dans le numérique via mes différentes activités et le besoin de passer à autre chose arrivera tôt ou tard comme le fait que je sois à Airtel qui est pour moi l'opérateur le plus ambitieux qui soit en termes d'innovation, alors pourquoi le quitterais-je ?

Le cadre est idéal côté épanouissement professionnel et mes activités personnelles sont loin de mes missions en entreprise. Mais comme j'ai toujours une longueur d'avance sur mes propres pensées (rire), je pense déjà à demain ; et demain sera loin de mon Smartphone et de mon ordinateur portable. ●

Propos recueillis par
Damien Le Grant



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Comment bien profiter de ses vacances à la maison ?

Les vacances sont idéales pour faire une coupure avec le train-train quotidien. Surtout lorsqu'on est resté confiné chez soi pendant plusieurs mois. Et vous l'avez bien compris, à cause du Covid-19, changer d'air ne sera pas aussi facile que vous l'auriez souhaité. Cet été, voyager au bout du monde ne sera pas évident ! La faute aux mesures de restriction sur les déplacements des populations prises par chaque pays dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. Il vous reste donc très peu d'options et l'une d'elles, c'est de passer vos vacances... à la maison. Franchement pas évident à faire, mais on vous donne quelques astuces.

Le plus difficile, quand on est obligé de rester chez soi pour les vacances, c'est de se déconnecter du quotidien. Si vous ne prenez pas quelques mesures dès le départ, vous allez rapidement vous retrouver à repeindre les volets, avancer votre travail professionnel pour la rentrée, tout vider et tout nettoyer. Bref, tout le contraire des vacances reposantes que vous voulez et dont vous avez besoin. Pour se sentir vraiment en vacances, il est impératif de savoir sortir de sa

routine et cela passe nécessairement par une coupure avec le travail. Pour éviter d'être sollicité par le travail, ne dites pas à vos collègues que vous restez chez vous et que vous serez joignable. Puis, coupez tous les moyens de vous contacter au niveau professionnel, comme vous le feriez si vous étiez parti. Laissez un message d'absence sur votre boîte mail.

Pour ceux qui n'ont pas le choix et doivent répondre à quelques mails,

fixez-vous des horaires précis. Il y a plein d'activités à faire à la maison. Une table posée dans le jardin et un peu de matériel peuvent permettre de créer un environnement parfait pour un bon moment en famille. Peinture, poterie, bricolage, photo, tournoi de jeux de société, chasse au trésor, observation des insectes ... laissez libre cours à votre imagination.

PROFITER DES SIENS ET RESSERRER LES LIENS

Commencez par le cercle le plus restreint : votre famille, votre conjoint et vos enfants. Ces vacances peuvent être l'occasion de resserrer les liens avec chaque membre de la famille individuellement. Gardez un moment pour chaque enfant. Inutile de faire quelque chose de spécial. Même si c'est un adolescent, il pourrait apprécier de vous avoir juste pour lui, sans les sollicitations des plus petits. Ensuite, il y a sûrement des amis que vous n'avez pas vus depuis longtemps avec lesquels vous pourriez passer une bonne soirée. Invitez-les. Prenez le temps des vacances **pour téléphoner à tous ces proches que vous n'avez pas souvent le temps d'appeler.** Si vous recevez du monde pendant quelques jours, rendez ces moments uniques avec quelques idées supplémentaires. Proposez des "jeux-apéro", dansez après le repas ou, avec un drap blanc et un vidéoprojecteur, faites-vous une soirée cinéma. En gros, terminé le chassé-croisé dans la salle de bain, le petit déjeuner avalé en 5 minutes, les tâches ménagères chacun dans son coin... **On prend le temps de retrouver sa famille,** de déjeuner ensemble, de partager des activités, d'échanger et de faire des projets sur la prochaine rentrée. Les vacances, ça sert à ça aussi..

ABANDONNEZ LES HORAIRES.

Toute l'année, nous sommes réglés comme des montres suisses. Pour casser la routine, rien de mieux que de chambouler vos habitudes. Il ne faut pas perdre ses repères bien sûr, mais s'accorder le droit de se laisser vivre et de pratiquer

les activités qui nous tentent, quand ça nous chante. Pendant les vacances, en général, on ne regarde plus sa montre. Faites pareil à la maison. Mettez votre réveil dans un placard et soyez plus cool sur les horaires. Même ceux des repas. Vous pouvez même instaurer une sieste de 15 à 20 minutes pour les adultes et les enfants. Même si vous ne dormez pas vraiment, prenez le temps de vous allonger, de vous laisser aller.

NE VOUS IMPOSEZ RIEN.

Super, c'est les vacances ! Comme je reste à la maison, je vais en profiter pour faire ça, puis ça et encore ça... Il s'agit souvent de la paperasse accumulée durant l'année, de la peinture de certaines pièces, des vieux meubles à débarrasser ou encore de réaménager vos espaces. Vous pouvez très bien planifier ces activités, mais il faut garder à l'esprit que vous êtes en vacances. Ne vous imposez donc aucun résultat. Si c'est fait, tant mieux ; si c'est juste entamé, vous poursuivrez à un autre moment. Pas de pression. En prévoyant un millier d'activités et en s'affairant pour toutes les réaliser, le risque est de finir ses vacances bien plus épuisé qu'au départ... Et là, tous les bénéfices des congés s'envolent.

ET CÔTÉ BUDGET ?

Des vacances réussies ne s'improvisent pas. Il faut impérativement établir le budget de vos vacances en définissant le montant que vous attribuerez à chaque poste de dépenses, même si vous restez chez vous. Cela vous évitera des dépenses excessives, et vous permettra de passer des vacances en toute sérénité. Rester chez soi pour les vacances ne

signifie pas pour autant oublier son budget. Au contraire ! En restant à la maison, il est possible d'économiser sur le budget transport et hébergement, mais prenez le temps de noter le montant dont vous disposez et la manière dont vous allez l'utiliser pour d'autres activités, par exemple. D'ailleurs, vous pouvez retirer cette somme en liquide et laisser votre carte bancaire dans le placard.

SAVOIR ANTICIPER LA REPRISE.

Préparer la rentrée ou le retour au travail après les vacances représente généralement un moment de stress. Le constat est sans appel : l'été se termine tout comme vos vacances, le retour au travail approche et il est temps de préparer la rentrée scolaire des enfants. Pour survivre à cet enchaînement de « mauvaises nouvelles », il est impératif de vous réserver quelques jours pour vous détendre et reprendre votre rythme habituel. Avec les enfants, il est temps de faire le tri dans les affaires qui s'amoncellent avant de courir acheter les petites choses manquantes. Si vous avez la chance d'avoir déjà la liste de fournitures de l'école, allez-y le plus vite possible. Pour bien appréhender la rentrée, il vous faut nécessairement renouer avec les bonnes habitudes : sport, sorties, alimentation... avoir une bonne hygiène de vie est primordial pour assurer au travail. Profitez par ailleurs de la reprise du boulot pour faire un bilan de votre situation professionnelle: vos attentes au travail, vos envies d'évolution, vos objectifs à atteindre, ce que vous voulez changer ou maintenir. ●

Christian BOUA

SPORT

ASSOCIATIONS ET SYNDICATS

Quel impact sur la carrière et le quotidien des professionnels gabonais ?

Les associations remplissent plusieurs rôles, étant donné la diversité des motivations qui animent ceux qui en sont les fondateurs. Dans le domaine du sport, les associations peuvent jouer un rôle à destination essentiellement de leurs membres ou de l'ensemble de la société. Au Gabon, celles-ci remplissent diverses fonctions, à savoir : la vulgarisation de leur discipline, le soutien aux sportifs en difficulté, la valorisation des athlètes sur le plan national et international, l'organisation de compétitions et autres évènements en lien avec leur domaine.

UN RÔLE DES PLUS IMPORTANTS POUR LE SECTEUR

Les associations sportives au Gabon sont réunies en trois grands groupes ayant des missions distinctes : Celles qui partagent simplement une passion (AYA Handball, Association gabonaise de Karaté-Do, Arts martiaux affinitaires -AGAKADO JKA-, Cavaliers du Gabon); ceux qui défendent les intérêts des sportif (Association Nationale des Footballeurs Professionnels du Gabon -ANFPG) et celles qui valorisent et promeuvent des activités (Association Omnisport En Avant -AOGSA-, Association Sportive de l'Université Omar Bongo -AS UOB).

Ayant le statut d'association au Gabon (loi 1962), les associations peuvent cumuler plusieurs fonctions sociales. Ainsi, pour le cas de l'ANFPG par exemple, elle permet à ses membres de partager une passion commune et défend leurs intérêts auprès des institutions locales et internationales. Comme les autres, elle joue un rôle prépondérant dans l'organisation de la pratique sportive, sa promotion et son développement.

DES ACTIONS RÉELLES POUR AMÉLIORER LES CHOSES

Les activités menées par les associations sportives visent en majorité à promouvoir la pratique de leur discipline et la valorisation des

acteurs que sont les sportifs. Elles établissent des stratégies et des mécanismes qui mettent non seulement en lumière, mais valorisent aussi la discipline au sein de l'environnement national. Les compétitions et les galas de fin de saison sont des exemples d'activités dédiées à l'éclosion d'une communauté précise.

Mais, outre ces missions spécifiques à chaque fédération, les institutions de ce type assument aussi les rôles suivants auprès de leurs adhérents :

- Appui technique et logistique ;
- Aide au développement (réalisation des activités) ;
- Soutien administratif (aide à la création de clubs sportifs, aux demandes de subventions...);
- Communication autour des règlements qui régissent leur secteur d'activité (mise à jour ou abrogation d'une loi, adoption d'une nouvelle réglementation) ;
- Accompagnement et promotion des actions associatives (aide aux projets et à l'organisation de manifestations) ;
- Renforcement de la cohésion entre les adhérents.



LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LEURS ADHÉRENTS COMME PRINCIPE

Dans certains cas, les associations de type syndical assurent la défense collective et individuelle des intérêts de leurs adhérents, au niveau national et à l'échelle de leurs clubs.

Par le biais des délégués installés dans les clubs, ils assurent un rôle de communication important : en transmettant aux membres les informations obtenues lors des réunions des divers organes paritaires (Ligue nationale de Football, Fédération gabonaise de Football et ministère des Sports pour le cas de l'Association Nationale des Footballeurs professionnels du Gabon), ou encore en les informant sur leurs droits individuels.

En cas de conflit avec l'employeur, l'association défend leurs intérêts auprès de la direction de leurs clubs et peut engager toutes sortes d'actions

de protestation (grèves, manifestations, pétitions...). Dans les cas de conflits individuels, elle accompagne ces derniers à des entretiens, défend leurs intérêts auprès des instances hiérarchiques, et même les soutenir en cas de litiges débouchant sur une procédure judiciaire.

Les associations sont aussi des acteurs du dialogue social entre l'État, les clubs et les sportifs. En effet, elles sont reconnues comme représentatives dans leur secteur d'activité et peuvent signer avec l'État ou le patronat des conventions collectives qui règlent les conditions de travail pour l'ensemble des salariés et l'amélioration des pratiques d'exercice de leur discipline. Pour le cas du Football qui est la seule discipline avec le statut de professionnel au Gabon, L'ANFPG a entrepris des démarches dans ce sens et souhaite la mise en place rapide d'une Convention collective des métiers du Football.

PROPOSER DES ACTIONS PONCTUELLES ET PARFOIS RÉGULIÈRES

Afin d'atteindre leurs objectifs, les associations organisent parfois des activités afin de resserrer les liens entre les pratiquants d'une même discipline. Les séances d'entraînement collectif, les stages de vacances ou de découverte, l'accompagnement des plus jeunes ou même les séances de détection organisées chaque année sont autant d'activités pour aider les sportifs amateurs et professionnels à se développer.

Ces activités avec une périodicité claire, aident les sportifs professionnels ou amateurs, en vacances ou présents pour un séjour à profiter à exercer avec leurs semblables et à partager leurs passions avec d'autres. Parfois aux antipodes de la discipline visée, elles permettent de découvrir et de partager des moments sportifs uniques.

PROMOTION DE LA RELÈVE

Les associations sportives et regroupements associés assurent la dé-

tection des enfants sportifs et des jeunes talentueux qui doivent pouvoir développer leurs talents et leurs affinités particulières. L'objectif n'est cependant pas le succès à tout prix. Le sport de relève doit s'orienter aux frontières de performance biologique et garder des objectifs éthiquement justifiables. La responsabilité pédagogique doit marquer le sport de relève. L'encouragement de la relève dans le sport se différencie clairement du sport d'élite. Il doit dénoter un caractère de perspectives en construction. Il s'agit de créer les conditions favorables pour le développement sportif et aider les instances à assurer la relève de la discipline. L'Association de promotion de la pratique du Handball le fait depuis quelques années en allant dans tout le pays pour accompagner et initier les plus jeunes à la pratique de cette discipline. AYA Handball

LES ASSOCIATIONS, ALTERNATIVES IMPORTANTES DANS LA GESTION DE LA CARRIÈRE DES SPORTIFS

Favoriser la poursuite d'études ou de formations dans le but d'assurer l'équilibre du sportif professionnel en activité, mais aussi sa reconversion reste un défi constant à relever. Les témoignages des sportifs montrent qu'à l'heure actuelle, s'engager dans une carrière sportive professionnelle et mener des études peuvent en fait constituer deux démarches concurrentielles. La pratique sportive de haut niveau représente l'objectif prioritaire et suit un rythme imposé par les calendriers des compétitions, la planification fluctuante des entraînements, mais aussi des exigences élevées de performance. La formation scolaire ou universitaire n'est pas soumise aux mêmes pressions.

En outre, son contenu n'est pas toujours en adéquation avec l'activité de sportif professionnel, confrontée à des problématiques juridiques et financières liées à l'obligation de contractualiser avec son club ou ses sponsors, à la gestion de son patrimoine et à des devoirs de représentation. Maîtrisant parfaitement leur



geste sportif, mais manquant cruellement de connaissances extrasportives fondamentales, les sportifs de haut niveau peuvent être pénalisés par de mauvais choix de carrière. Par ailleurs, au terme de leur carrière, ces sportifs n'ont pas le niveau scolaire requis pour intégrer certaines formations professionnelles. Leur progression sportive et leur palmarès ne leur garantissent pas une reconversion.

Enfin, si le sportif professionnel est, par définition, un athlète qui trouve son indépendance économique dans la rémunération de son activité compétitive et y consacre l'essentiel de son temps, l'ampleur et surtout la nature de ses revenus (contrat de travail, exploitation de son droit d'image) ne dessinent pas un statut unique.



Au Gabon, l'ANFPG accompagne les footballeurs qui se doivent d'être préparés à la gestion et à la valorisation de leur activité en suivant une formation spécifique, car l'objectif est de leur apporter des solutions concrètes, mais aussi de construire les bases de leur reconversion selon leurs contraintes techniques et leurs besoins.

L'économie du sport a bouleversé la vie des sportifs de haut niveau dont la quête d'excellence sur le terrain exige aussi plus de rigueur et d'investissement dans la communication, plus de connaissances juridiques, managériales et financières. Faute de formation spécifique, le sportif professionnel se trouve en difficulté pour appréhender les problématiques de

sa carrière : fiscalité, gestion de patrimoine, relations aux médias, rapports contractuels avec son club et ses partenaires. La pratique d'un sport de haut niveau correspond bien à un métier nécessitant une multitude de compétences professionnelles.

À ce niveau, avec l'appui des organes techniques et des partenariats divers, ces associations sont une aide pour ces sportifs, à qui leurs clubs ne proposent que très rarement des solutions dans ce sens.

LES ASSOCIATIONS SPORTIVES ET L'ÉTAT : QUELLE RELATION ?

En principe au Gabon, une association sportive exerce son activité en toute liberté. Toutefois, elle ne peut, pour cela, sortir du cadre que l'État a strictement défini. En effet, l'État :

Exerce la tutelle des associations, assurée généralement par le ministère des Sports (sauf pour les Associations sportives scolaires et universitaires, telles que l'Association sportive de l'Université Omar Bongo, placée sous la tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur)

Veille à ce que les associations sportives respectent les lois et règlements en vigueur. Outre son rôle de tutelle et sa mission de contrôle, l'État s'impose également comme un partenaire. De fait, il peut signer une convention pluriannuelle d'objectifs avec ces dernières. D'autant plus que cette convention considère aussi bien les priorités ministérielles que les projets de chaque fédération. Elle concrétise ainsi la volonté d'engagement des parties pour une participation commune au développement du sport.

Reconnues comme établissements d'utilité publique, les associations sportives agréées bénéficient d'un agrément délivré par le ministre chargé des sports. Investies d'une mission de service public, elles contribuent à la mise en œuvre des actions relatives au développement et à la démocratisation des activités physiques et sportives en lien avec leur fédération tutélaire. Elles adoptent d'ailleurs des

statuts qui intègrent certaines dispositions obligatoires et un règlement disciplinaire conforme à un règlement type.

Quant aux missions de ces associations sportives, elles sont nombreuses, et vont de l'organisation des compétitions sportives à la mise en place des règles et règlements inhérents au secteur du sport (techniques, sanctions...), en passant par la composition des sélections nationales et l'établissement d'une charte d'éthique et de déontologie.

QUEL EST L'AVENIR DES ASSOCIATIONS DANS LE SPORT ?

Face à la multiplication des ressources en ligne, la question mérite d'être posée. Toutefois, les associations sportives liées à des sports collectifs ont encore de beaux jours devant elles. Il en va de même pour les sports dont la pratique se fait beaucoup en compétition : le nombre de pratiquants assure la pérennité de ces dernières. La question se pose davantage pour les sports dont la pratique est plus individuelle et surtout dans le sport-loisir.

La négociation de partenariats avec des fournisseurs de produits ou de services permet de faire des économies d'échelles en effectuant des achats groupés. Ainsi, là où les clubs n'auraient pas la possibilité d'accéder à des services indépendamment en raison de leur coût, l'association a un rôle important à jouer.

Certaines entreprises telles que Canal +, Sobraga, Bet 241, PMUG, etc. permettent aux clubs affiliés de bénéficier du matériel et des accessoires pour la pratique de leurs disciplines (ballons, jets de maillots, kits d'entraînement...).

Enfin, il en va de même pour le rôle de représentation pour faire valoir ses besoins et intérêts. Cela s'applique particulièrement à la défense des intérêts des associations afin d'émerger dans le débat public et de faire avancer les réglementations qui encadrent la pratique sportive. ●

Mikel DOUSSENGUI



SPORT

FA CUP Pierre Emerick Aubameyang impérial avec les Gunners

L'attaquant gabonais est sur son nuage, depuis le début de la saison, le héros de la FA Cup, l'artisan du sacre d'Arsenal ce samedi avec un doublé inscrit en finale contre Chelsea (2-1), Pierre-Emerick Aubameyang s'est offert les statistiques les plus folles d'un joueur africain évoluant en Europe. Ainsi, en plus d'être le foot-

balleur le plus constant sur la décennie, il surpasse largement ses concurrents en Premier League.

PEA fait planer désormais le suspense concernant une éventuelle prolongation avec le club dont le contrat court jusqu'en juin 2021. Avec 70 buts, il

fait mieux que Agüero, Sterling, Salah, Kane... L'Angleterre a vibré dans son stade mythique dans une finale de revanche puisque Chelsea avait envoyé Arsenal par le bord à Bakou durant la finale Ligue Europa.

C'était prévisible pour les 8e au classement. Le derby révélait un triple enjeu pour les hommes d'Arteta ; outre la perspective de soulever le trophée, décrocher une qualification en Ligue Europa malgré leur délicate saison.

Premier Africain à commencer une finale de FA Cup en tant que capitaine, la panthère brandissant le 14e trophée du club à cette compétition est une pièce maîtresse pour l'équipe et son coach Arteta qui a déjà le regard fixé sur la prochaine saison et voudrait garder son capitaine, mieux encore construire autour de lui. ●

RLM

Ils ont dit...

« PEA est l'unique footballeur africain à avoir remporté le titre de meilleur buteur dans 2 championnats du top 5 européens (Allemagne et Angleterre). Et en Angleterre, il vient de finir sa deuxième saison de suite à plus de 20 buts. Il mérite un meilleur standing en termes de contrat club et contrat publicitaire. À sa team de jouer. Et surtout, il mérite un énorme respect sur la planète football. »

Nasser Njoya, CEO Palmars Sport

« PEA, c'est l'histoire d'un football hors pair »

François Binet, Label Tv - Sport

« Aubameyang est définitivement entré dans l'histoire du club avec ce trophée remporté contre toute attente et nous l'avons vu. Arsenal n'a plus d'autres choix que de jouer gros pour garder son meilleur cheval. »

Fabrice Guitrie M., Le Gabon Sportif



CULTURE

VENTE ET ACHAT DE LA MUSIQUE GABONAISE EN LIGNE Un phénomène qui monte

Ces dernières années, et particulièrement depuis le début de la crise sanitaire liée au Covid-19, l'industrie musicale mondiale s'est davantage appuyée sur le numérique pour garantir la rémunération des artistes. Au Gabon où le phénomène est encore à ses balbutiements, la vente et l'achat d'albums ou de titres de chanteurs nationaux tendent à connaître une certaine évolution au point que des artistes ont déjà tiré profit des plateformes dédiées à la commercialisation des musiques gabonaises en ligne.

tantes quantités de musiques sont téléchargées illégalement ? Une des réponses plus ou moins adaptées au phénomène de piratage a été trouvée à partir de l'année 2007, avec la création des plateformes de téléchargements légaux telles que Deezer, Spotify et Apple Music. De là, la physionomie du monde musical a connu un véritable changement: le CD se vend de moins en moins, le nombre d'artistes à s'autoproduire a explosé tout comme les ventes en ligne. L'industrie s'est davantage modernisée grâce à Internet.

Le cas du Gabon

Au Gabon, dès 2009 une poignée d'artistes s'est mise à l'heure du numérique et se fait distribuer par des plateformes de vente et de téléchargements légaux. C'est ainsi que très vite on a pu avoir accès via iTunes aux albums de Movaizhaleine, Köba Building ou encore Pierre Claver Akendengue. On peut aussi féliciter dans ce domaine Magali Palmira Wora de Real Black Music qui a permis à des artistes gabonais de signer en 2011 en distribution avec Rockstar 4000 une plateforme de vente en ligne sud-africaine. Mais malheureusement cela n'est pas suffisant, car la majorité des artistes ne se sont pas actualisés. De plus, les plateformes de streaming ne doivent pas se satisfaire d'exister uniquement en proposant à la vente des titres ou albums. Il convient également d'en faire la promotion ; ce qui n'est pas évident s'agissant des œuvres musicales gabonaises sur les plateformes françaises, américaines, anglaises ou même sud-africaines. Pour pallier cette difficulté, il a fallu créer une plateforme de vente en ligne et en streaming 100% gabonaise.

En 2017, un entrepreneur gabonais Jaward Bokoum a créé G Store, une plateforme de vente en ligne et de promotion dédiée à la musique gabonaise. Mais c'est avec la crise sanitaire liée à la covid 19 que G Store va véritablement prendre son envol. Comme quoi, « à quelque chose

malheur est bon ». Le confinement a amené les Gabonais à se rapprocher de plus en plus de leurs artistes en achetant leurs œuvres. Les initiatives telles que le Catalogue Challenge lancé par Lestat XXL ou les concerts confinés «Je Fais Ma Part En Ligne» de l'Association gabonaise des artistes musiciens et interprètes (AGAMI) ont largement contribué à la vulgarisation de cette plateforme. Ajouté à cela, le fait que les solutions de paiement numériques se sont multipliées, se rendant ainsi accessibles au plus grand nombre.

En effet, en plus des moyens de paiement conventionnels tels que Visa ou PayPal, les solutions de mobile money permettent désormais à plusieurs Gabonais de payer en ligne leur musique préférée.

L'insoluble problème du téléchargement illégal

S'il est vrai que la musique gabonaise en ligne se vend de mieux en mieux, cela ne suffit toujours pas. Plusieurs artistes continuent d'être victimes des téléchargements illégaux. D'où la nécessité de leur permettre d'avoir accès à plus de plateformes, l'objectif étant de parvenir à vendre leurs œuvres aussi bien sur les solutions gabonaises que celles plus réputées au niveau international.

Reconnaissons toutefois que les artistes gabonais ont commencé à faire leur part en signant dans des maisons de production et distribution telle que Sony Afrique comme Shan'L et Arnold Djoud ou Believe Distribution comme Tina et Vicky R. Maintenant le tour est aux mélomanes de faire leur part en achetant et en refusant le téléchargement illégal. ●

TSIRA

À la fin du XXe siècle, la musique est à l'heure des grosses majors et du CD. Dans ce contexte il est difficile pour certains artistes d'exister. En effet ce sont les maisons de disque qui font la pluie et le beau temps dans le monde de la musique. Le Gabon n'est pas en marge de ce modèle proposé par les puissances occidentales. À une petite échelle certes, mais comme ailleurs, c'est aussi une poignée d'artistes qui bénéficient des moyens financiers des labels de productions. Avec l'avènement du numérique, le monopole des maisons de disque va s'effondrer. N'importe quel artiste peut désormais mettre sa musique en ligne afin de se faire connaître par le plus grand nombre.

Cependant, un problème va se poser : comment faire pour gagner de l'argent, étant entendu que d'impor-



DÉCOUVERTE

Food Plaza

Le concept « Food Court » débarque à l'aéroport de Libreville.

La modernisation de l'aéroport international de Libreville se poursuit. Après l'arrivée de certaines marques commerciales franchisées, la rénovation de son salon VIP et l'embellie de son extérieur entre autres; la nouvelle gestion a souhaité offrir aux usagers des espaces de détente à l'image des plus grands aéroports du monde. C'est donc à un besoin que vient répondre l'ouverture d'un « FOOD COURT » en plein cœur des espaces commerciaux du GSEZ Airport de Libreville, dont la présentation à la presse nationale s'est faite, le 26 juin 2020, par Monsieur David Syndey Nadai, président de Food Plaza Gabon. Officiellement ouvert au public depuis le 7 juillet, Food Plaza Gabon offre aux Librevillois un choix multiple à travers ses quatre enseignes : Léon Brasserie, Yoka Fast-Food, Indira et Pasta Plaza. Portée par deux investisseurs gabonais, la marque nourrit l'ambition, à moyen terme, de s'internationaliser. Le premier objectif reste néanmoins la conquête de la clientèle locale.

Concept de restauration d'origine américaine importé en France au début des années 90, il présente la caractéristique d'un espace commun de consommation autour duquel différentes formes de cuisines et différents types de plats cuisinés sont proposés par des prestataires indépendants. De plus en plus de personnes se déplacent au travers des différents continents pour leur plaisir ou pour leurs activités professionnelles. La restauration prend alors une grande place dans cet univers de voyages. Il est donc plus que nécessaire d'offrir aux usagers des solutions rapides et efficaces. La création d'« Aires de restauration » partagées au sein des aéroports est une tendance qui se généralise de plus en plus à travers le monde. Soucieux de donner une image plus attractive de l'aéroport de Libreville, GSEZ a cédé l'exploitation de son espace restauration au groupe Food Plaza.

Quatre enseignes dans le même espace

Dans le pur respect de la tradition des principes fondateurs des Food-

Courts, qui est celui d'avoir une offre diversifiée en un seul lieu, Food Plaza Gabon est un espace qui offre aux usagers le choix entre quatre (4) enseignes différentes. Cela permet aux clients de faire leur choix en fonction de leur sensibilité gustative et de leurs envies du moment.

LÉON BRASSERIE

spécialisée dans la cuisine traditionnelle gabonaise et européenne, La Brasserie Léon offre une décoration qui nous fait voyager entre l'histoire occidentale et celle du Gabon. Sa grande spécialité pour les adeptes de l'apéritif, ses cocktails spéciaux. Un espace particulièrement joyeux et au relief boisé qui rappelle cette richesse de la forêt gabonaise.

YOKA Fast-Food

Dans la pure tradition de la restauration, YOKA Fast-Food propose à ses clients un menu basé sur des plats qui leur feront gagner du temps. Pizza, Hamburgers, Sandwichs...

INDIRA

Voyager, c'est aussi aller à la découverte d'autres habitudes culi-



naires. Food Plaza a donc enrichi son offre avec une enseigne spécialisée dans la restauration rapide venue d'Inde. Comme un clin d'œil à tous ses investisseurs venus d'Asie pour accompagner le développement de notre économie.

PASTA PLAZA

Manger des pâtes en composant soi-même son assiette, c'est le plus de l'enseigne Pasta Plaza. Tirée de la tradition italienne, sa carte offre des possibilités multiples au client.

Une expertise locale

Les promoteurs de la marque Food Plaza Gabon ont mis un point d'honneur à valoriser les compétences locales. C'est en ce sens qu'ils ont travaillé en étroite collaboration avec l'Office National de l'Emploi (ONE) pour le recrutement de plus de 90% des employés embauchés. Une action salubre qui vient participer à la lutte contre le chômage au Gabon et en particulier chez les jeunes.

Ainsi, le complexe a comme maître dans ses cuisines, un chef de nationalité gabonaise ayant fait ses preuves sous d'autres cieux, notamment en France. Il revisite à sa manière les recettes traditionnelles du pays auxquelles il ajoute une pe-

tite touche occidentale pour le plus grand bonheur des clients. L'équipe de salle est elle aussi composée de jeunes Gabonais issus des programmes d'insertion de l'ONE.

Prendre des risques et rêver plus grand

Malgré le contexte de crise liée à la pandémie mondiale due à la COVID-19, David Syndey Nadai, Président de la structure, explique que : « avoir pris le pari difficile d'investir dans une économie affaiblie ». Pour lui, « il a fallu rêver plus haut, plus grand ». Ce qui aujourd'hui procure un véritable satisfécit au regard du rendu. Le manager reste convaincu que « le coronavirus finira bien par partir » et que l'on reprendra le cours normal de nos vies « rythmées de sorties au restaurant notamment ».

Du côté des actionnaires, la première étape du projet est plutôt un franc succès. La matérialisation d'un Food-Court en plein cœur de l'aéroport de Libreville est un rêve devenu réalité. Il va maintenant falloir tenir toutes les promesses en termes de qualité et de délais d'exécution des commandes, pour attirer et fidéliser une clientèle gabonaise que l'on sait exigeante. Des défis qui ne font pas peur à l'équipe.



Tout comme l'ambition de faire de la marque, une franchise va conquérir le monde, en commençant notamment par la sous-région. Les promoteurs de Food Plaza estiment en effet qu'il est temps pour l'Afrique de développer des marques portées par des modèles économiques qui vont permettre leur expansion. Un rêve encore beaucoup plus grand, mais sûrement pas irréalisable au regard de leur motivation. ●

Christian BOUA

ZOOM SUR ...



LUTTE CONTRE LA COVID-19

Des portiques
désinfectants made in
Gabon par Stéphanie
YOYO ILOKO

Parmi les innovations enregistrées dans la lutte contre le Covid-19 au Gabon, une retient particulièrement l'attention d'Enoromi Magazine ce mois. C'est la production, par une jeune compatriote, médecin à Libreville, de portiques désinfectants. Son nom : Stéphanie Yoyo Iloko. Tout savoir sur ces dispositifs sanitaires made in Gabon.

La pandémie du Covid-19 a révolutionné nos modes de vie. Tout comme elle a contraint plusieurs entrepreneurs à faire preuve d'imagination dans la guerre contre cet ennemi invisible. C'est le cas de la Gabonaise Stéphanie Yoyo Iloko, qui s'est révélée par la fabrication de portiques désinfectants. Des cabines entièrement fabriquées au Gabon, se plaît-elle à rappeler à chacune des interviews

qu'elle accorde depuis la mise sur le marché de ce produit, il y a un peu plus de deux mois.

Médecin de formation, exerçant dans une pharmacie de Libreville, la jeune dame dit avoir eu l'idée de ces portiques en regardant ce qui se fait ailleurs. Et en Chine notamment.

« À la base, je suis très préoccupée par le respect des gestes barrières. Je me dis que si on arrive à respecter tout ce qui est demandé, on va gagner beaucoup de terrain face à la Covid-19. D'autre part, je recherche énormément comment les autres s'en sortent dans cette crise sanitaire. Le virus ayant d'abord sévi en Chine, je me suis mise à regarder comment ils ont fait pour que les enfants repartent

à l'école, pour que la vie reprenne en un mot. J'ai vu qu'ils avaient mis en place des tunnels de décontamination. Qu'ils avaient fabriqué des petits robots pour décontaminer les bureaux, les écoles, les marchés, les hôpitaux, etc. Pour ce qui est des portiques de désinfection, je les ai vus sur YouTube, en Chine. J'ai voulu en commander dans un premier temps, afin que mon pays bénéficie de cette technologie. Mais le coût d'importation était impressionnant», raconte-t-elle dans une interview au média numérique One Gabon.

FABRIQUER SUR
PLACE AVEC DES
PROFESSIONNELS
GABONAIS

« En essayant de faire venir ces portiques, je me suis rapprochée de plusieurs contacts dans le monde du transit. Le premier d'entre eux m'a dit qu'il fallait à peu près 12 millions de francs CFA pour faire venir un seul exemplaire de Chine, sans compter la douane. C'était trop cher pour moi. Sans me décourager, j'ai soumis le projet à une société de désinfection de la place [qui] a accepté de m'accompagner. La société utilise des produits qui sont bactéricides, fongicides et virucides. C'était le type de produits que je recherchais à ce moment. J'ai proposé l'idée au directeur général de la boîte qui est le Dr Stéphane Iloko. Ce dernier m'a dit qu'on allait essayer de fabriquer ces portiques ici au Gabon. Pour ce faire, nous nous sommes rapprochés d'une jeune entreprise gabonaise avec de jeunes ingénieurs électriciens, plombiers, hygiénistes, etc. Parce qu'il y a plusieurs compétences qui interviennent dans la production de ces dispositifs sanitaires. Je leur ai dit ce que je voulais et ils sont rentrés en laboratoire pour fabriquer le prototype. C'est ce portique capable de désinfecter près de 1 000 personnes par jour que nous avons installé au siège du Trésor public à Libreville, il y a deux mois, en guise de test. »

COMMENT ÇA MARCHE ?

« Il y a un dispositif pour prendre le gel de mains à l'entrée de la cabine. Et une fois à l'intérieur, on reçoit un désinfectant à travers de fines gouttelettes, selon une technique bien précise. Le trajet du produit est étudié pour qu'il n'agresse pas le visage. Le jet désinfecte ainsi la personne, ses vêtements et tout ce qu'elle a sur elle, à l'exemple d'un sac à main. Quant à la solution utilisée, elle est à base de chlore. C'est ce que recommande l'Organisation mondiale de la santé

(OMS), car les solutions chlorées sont en même temps bactéricides et virucides. Il faut dire qu'après m'être inspirée de la Chine, j'ai vu qu'en France, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et dans plusieurs pays, des entrepreneurs locaux avaient eu la même idée que moi. J'ai donc raffiné ma cabine, en y insérant un tapis qui fait joli et qui absorbe l'eau. J'ai également mis des couleurs et d'autres choses particulières », a-t-elle détaillé.

LE DISPOSITIF PLAÎT ET SUSCITE DE L'INTÉRÊT

« Après l'achat du premier portique par le Trésor public, nous avons eu à installer un autre à la Caistab, il y a plus d'un mois. Depuis trois semaines, le tribunal de Libreville dispose aussi d'un portique désinfectant, à la demande du ministère de la Justice. Il y a un autre que nous avons installé à

la pharmacie d'Avorbam (au nord de Libreville, NDLR). Présentement nous avons une commande qui part pour la Guinée équatoriale », a indiqué, non sans fierté, la promotrice de ce dispositif made in Gabon.

« Ces portiques désinfectants sont ma contribution dans la riposte contre la Covid-19, explique Dr Stéphanie Yoyo Iloko. Si ça peut aider, Dieu merci. C'est en étant motivé par cet élan de partage que nous sommes arrivés à cette production. Nous avons un Comité de pilotage qui gère la riposte contre la pandémie avec abnégation. Ces portiques sont notre pierre à l'édifice. C'est un honneur de pouvoir les proposer à mon pays. » ●

Freddy Blaise





INTERNATIONAL

RECHERCHE SCIENTIFIQUE CONTRE LA COVID19

L'engagement de l'Afrique.

Si le premier cas de Covid-19 en Afrique est apparu en Égypte, en février 2020, à ce jour, tous les 54 pays du continent sont désormais touchés. Huit mois après l'apparition de la maladie en Chine, plusieurs pays à travers le monde ont lancé des recherches, d'une part pour trouver le meilleur médicament permettant de traiter efficacement les malades, et d'autre part pour élaborer un vaccin contre cette pandémie. Parmi ces pays, ceux de l'Afrique ne sont pas en reste. Quelques initiatives ont été enregistrées sur le continent, en faisant notamment appel à la pharmacopée.

Jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'humanité n'avait fait face à une telle menace. Détecté en Chine, en décembre 2019, un virus de la classe des coronavirus qui s'attaque aux voies digestives et respiratoires s'est propagé dans le monde de façon spectaculaire. Au mois de juillet 2020, l'on dénombrait plus de 13 millions de personnes infectées et plus de 500 000 décédées dans le monde.

Avec moins de 300 000 cas contaminés et 8 000 décès à ce jour, selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), seule l'Afrique semble jusqu'à présent le continent qui est de loin le moins frappé par cette pandémie même si des pays tels que l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Algérie représentent plus de la moitié des contaminations et des décès.

Trois armes pour vaincre le virus

Afin de faire face à cette pandémie qui affecte l'humanité entière au point de bloquer le fonctionnement de pays entiers du fait de l'application des mesures barrières, les États ont décidé de réagir en mettant l'accent sur la recherche de moyens de lutte efficaces. À ce titre, trois options sont en cours de réalisation. La première est la recherche à partir des médicaments préexistants, ceux qui peuvent avoir un effet thérapeutique sur le coronavirus, c'est le repositionnement. La seconde consiste à rechercher un nouveau médicament qui permettra de guérir la personne atteinte de la Covid-19. Enfin, la dernière consiste à la recherche d'un vaccin qui permettra de ne pas être contaminé en cas de contact avec la Covid-19.

À l'échelle planétaire, de nombreux programmes de recherche scientifique mettent en œuvre des essais cliniques. Au cours de ces cinq derniers mois, plus de 500 essais cliniques ont d'ores et déjà permis d'obtenir des résultats spectaculaires. Parmi ces programmes on peut citer principalement Discovery de l'Union européenne (UE). Les chercheurs européens (firmes pharmaceutiques, universités, laboratoires publics et privés) travaillent de concert dans des programmes qui procèdent à des essais cliniques de masses dans le cadre de traitements expérimentaux dans une vingtaine de pays. Le Royaume-Uni, à travers le programme Recovery, semble susciter de réels espoirs au vu des premiers résultats qu'il affiche. Enfin, l'OMS a également lancé son programme d'essais cliniques nommé Solidarity.

Au 21 avril 2020, des essais cliniques randomisés ont apporté de premiers résultats sur le Lopinavir/Ritonavir (norme de soins), l'Hydroxychloroquine (soins de soutien) et Lopinavir/Ritonavir par rapport à Umifénovir. D'autres essais, non randomisés cette fois, ont porté sur l'Hydroxychloroquine par rapport à l'Hydroxychloroquine combinée à l'Azithromycine. En outre, plus de 300 essais vont tester des médicaments et thérapies, ainsi que la plasmothérapie (à base de plasma ou de sérum de

personnes guéries), la transfusion de cellules souches, les vaccins et d'autres antiviraux connus. Dans ces différents programmes, l'Afrique en dépit de ses moyens modestes, n'est pas moins restée en marge.

Une recherche scientifique à l'abandon

Longtemps restée le parent pauvre des politiques en matière d'investissement, la recherche scientifique s'est très peu développée en Afrique. En effet, elle représente encore aujourd'hui moins de 1% du Produit intérieur brut (PIB) des États. Au cours de cette dernière décennie, une réelle amélioration de la recherche scientifique a pu être observée notamment au Kenya, au Rwanda, en Éthiopie et au Maroc grâce à l'apport des bailleurs de fonds et du secteur privé.

En Afrique du Sud, en dépit d'un tissu industriel très développé et de nombreuses universités cotées parmi les meilleures du continent, l'investissement en Recherche & Développement (R&D) peine à retrouver le niveau d'avant la crise financière de 2007. En dépit d'une augmentation des fonds alloués par les pouvoirs publics, il culmine à 0,86% du PIB en 2019. La recherche médicale sur le continent est en outre affectée par la concurrence des firmes pharmaceutiques et laboratoires étrangers qui dominent outrageusement le marché africain.

La pharmacopée à la rescousse

En dépit de ces carences, les chercheurs africains ont quand même décidé de répondre présents face au coronavirus en lançant des essais cliniques dont les résultats sont tout aus-

si encourageants à partir des essences issues de la pharmacopée et du savoir-faire des guérisseurs traditionnels. Au Sénégal, au Burkina Faso, au Ghana, au Bénin, à Madagascar ou au Nigeria, des universités, des laboratoires publics et privés, des acteurs issus des associations de tradithérapeutes travaillent pour mettre en œuvre des traitements. C'est ainsi qu'au Bénin, l'équipe du Docteur Valentin Agon a pu montrer l'efficacité de l'Apirivir, un médicament antirétroviral initialement utilisé pour les patients atteints du VIH-Sida.

Madagascar, via l'Institut national de recherche appliquée (INRA) a mis au point une boisson appelée Covid-Organics à base d'artémisia, une plante dont les vertus thérapeutiques sont connues depuis des siècles. Très répandue sur le continent africain, l'artémisia est actuellement étudiée par les chercheurs de la République Démocratique du Congo (RDC) à Kinshasa pour en extraire le principe actif afin de le rendre consommable sous forme de comprimés buvables. L'université sud-africaine Wits de Johannesburg a mis au point un vaccin expérimental (en collaboration avec l'université britannique d'Oxford) dont la phase d'essai sur plus de 2000 personnes volontaires a débuté le mois dernier.



Quelques progrès technologiques

Et cela ne s'arrête pas là. En effet, on enregistre aussi des progrès spectaculaires en matière technologique. En effet, à Bamako, des étudiants maliens de l'initiative de l'atelier de constructions électroniques (ACE) ont fabriqué un appareil de lavage automatique des mains. La Faculté des Sciences et Technologies appliquées de l'Université des Grands Lacs de Goma (RDC) a mis au point des masques efficaces à 100% contre la Covid-19. Au Togo, le laboratoire EcoTecLab a fabriqué un respirateur artificiel à partir d'une imprimante 3D en utilisant des ressources 100% locales. L'utilisation de cet appareil est en attente de validation des autorités scientifiques du pays avant son déploiement dans les structures sanitaires. La Faculté des sciences de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) de Franceville a mis au point un gel hydroalcoolique pour tuer les germes du Covid-19 sur les surfaces extérieures et sur les mains.

Tous ces efforts des scientifiques et ingénieurs africains ne se sont pas faits sans difficulté. En effet, les traitements ont parfois fait l'objet de contestation y compris de la part de l'OMS. Madagascar avait vu ainsi l'organisation onusienne refuser de valider son traitement avant de l'intégrer par la suite sur son programme d'essais cliniques Solidarity. Il en est de même pour le médicament Apirivir qui n'a jusqu'à ce jour été retenu que dans deux programmes nationaux de lutte contre la Covid-19 (Sénégal et Burkina Faso) sur le continent même si une trentaine de pays ont officiellement adopté l'utilisation de la Covid-Organics malgache dans leur traitement contre le coronavirus.

Absence de coopération en Afrique

Parallèlement on constate une absence de politique de riposte coordonnée entre les États africains. Chaque pays adoptant de façon indépendante les mesures de son choix. Même au sein des sous-régions, le choix de fermeture des frontières et d'application des mesures barrières s'est fait sans aucune consultation avec les pays voisins. Pour cette raison, les chercheurs africains ont du mal à échanger des informations entre eux tandis que leurs homologues occidentaux travaillent de concert dans de vastes programmes internationaux (comme Recovery de l'UE).

Pour permettre aux pays africains d'être plus efficaces dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, il faudrait non seulement augmenter les fonds alloués à la recherche scientifique et technologique, mais aussi favoriser la coopération scientifique entre chercheurs et universités du continent. La pandémie à laquelle le monde fait face ne sera pas la dernière et si rien n'est fait dans ce sens, les risques d'incapacité pour l'Afrique d'y faire face n'en seront que plus accrus. ●

Jean Paul Augé OLLOMO





Autorité Administrative
Zone Economique Spéciale
de Nkok



Le guichet unique

Un Ensemble de 22 administrations opérationnelles

- **Direction Générale des impôts**
- **Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects**
- **Agence Nationale de la Promotion des Investissements**
- **Conseil Gabonais des Chargeurs**
- **Directions Générale de la Concurrence et de la consommation**
- **Direction Générale des Forêts**
- **Direction Générale des Industries, du Commerce du bois et de la valorisation des Produits Forestiers**
- **Direction Générale de l'Industrie et de la Compétitivité**
- **Direction Générale du Commerce**
- **Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature**
- **Centre National Anti-pollution**
- **Office National de l'Emploi**
- **Caisse Nationale de Sécurité Sociale**
- **Direction Générale du Travail, de la main d'œuvre et de l'Emploi**
- **Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration**
- **Agence Nationale de l'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre**
- **Agence Gabonaise de la sécurité alimentaire**
- **Direction Générale de la statistique**
- **Agence Gabonaise de Normalisation**
- **Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale**
- **Ministère des Affaires Etrangères**
- **Trésor Public**



Rejoignez-nous sur
@ZERPdeNkok



Suivez-nous sur
@Zesnkok

Zone Economique Spéciale de Nkok
Immeuble du Guichet Unique
B.P.: 19134 Libreville - Gabon
www.aazerp.ga

HALTE AU COVID - 19



recommandations pour se protéger
et protéger les autres



Se laver régulièrement les mains



Utiliser un mouchoir
à usage unique et le jeter



Saluer sans se serrer la main,
éviter les embrassades



Eternuer dans son coude



Respecter la distanciation sociale



En cas d'infection
porter un masque
chirurgical jetable

Appelez le

N°VERT 14 10
numéro gratuit

SAUVONS DES VIES,
portons un masque